

Horizons et débats

AZA
9602 Bazenheid

POST CH AG

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Que se passe-t-il avec nos écoles?

par Dr Eliane Perret, pédagogue curative et psychologue

Pénurie aiguë d'enseignants! Ces dernières semaines, il n'y a sans doute pas eu de quotidien, de chaîne de télévision ou de station de radio à ne pas en faire état. Mais n'est-il pas moins vrai également que nos écoles ont été victimes de pareilles problèmes tout au long des dernières années déjà? Que dans les établissements scolaires, des enseignants ont démissionné à tour de bras, sont tombés malades ou ont changé de branche professionnelle, et qu'il a fallu trop souvent se contenter de solutions d'urgence? Tout cela sur le dos de nos enfants et de nos jeunes, qui n'ont qu'une seule scolarité. Et c'est toujours le cas aujourd'hui, même pire! Mais qu'est-ce que c'est enfin, ce qui ne va pas dans nos écoles, et depuis des années? Quelles sont les raisons profondes de cette situation intenable? Se poser cette question est incontournable et ne doit pas être refusé plus longtemps. Les réponses qui s'imposent non plus.

Leo a reçu son nouveau sac à dos scolaire il y a six mois déjà. Il commence maintenant la première classe. «Oui, il est content, mais en fait, le jardin d'enfants ressemblait déjà presque à l'école, à remplir des fiches de travail, à écrire des chiffres et des lettres. Leo était observé pendant toute sa maternelle et évalué avec des listes à cocher», pense sa mère avec regret, «les jeux et les bricolages en commun lui manquaient. Mais maintenant, une nouvelle période commence pour lui». Elle sait que Léo ne peut que difficilement s'attarder longtemps sur une et même chose. «Est-ce que l'institutrice lui demandera à nouveau d'examiner son cas?», réfléchit-elle. C'était déjà un sujet soulevé à la maternelle. «Si seulement nous vivions au Tessin, ils s'en sortent apparemment mieux avec les enfants très actifs.» Son mari avait en effet lu quelque part qu'au Tessin moins d'enfants étaient examinés pour un éventuel TDAH et que la *Ritaline* y était prescrite moins promptement. «Heureusement que la direction de l'école ait encore trouvé un enseignant pendant les vacances pour ses élèves de première année, c'est-à-dire en fait pas un «vrai» enseignant, mais quelqu'un qui s'essaie maintenant à l'école après une très, très courte période de formation à la Haute école pédagogique», continue-t-elle à méditer. L'autre fils aura, de la 4^e à la 6^e année primaire, une jeune enseignante qui interrompt sa formation pour acquérir une première expérience dans l'enseignement. «Espérons au moins qu'elle ne fasse pas partie de ceux qui arrêtent après peu de temps parce qu'ils ne s'en sortent pas», réfléchit la mère. C'est ce qui s'est passé pour l'aînée à l'école secondaire. Là, les enseignants se sont succédé et ne sont restés que peu de temps dans la classe de plus en plus malmenée, si bien qu'ils ont fini par mettre l'argent de la famille en commun pour envoyer leur fille dans une école privée. En fait, ils ne trouvaient pas cela juste, car l'école publique est destinée au «peuple» et financée par ses impôts. Mais maintenant, la mère de Léo essaie de mettre ses soucis de côté et d'envisager les nouveaux défis avec confiance.

La mère de Léo n'est pas seule

La mère de Leo n'est pourtant pas seule à s'inquiéter. Ces dernières semaines, les

informations faisant état d'un manque flagrant d'enseignants dans les écoles primaires se sont multipliées. On a même parlé de «misère de l'éducation». Les solutions envisagées allaient de l'agrandissement des classes à l'augmentation obligatoire du temps de travail des enseignants, en passant par des exigences plus faciles ou au contraire plus difficiles à remplir pour accéder à la formation. Finalement, les directions cantonales de l'éducation sont sorties avec des affirmations «atténuantes», indiquant que le problème était résolu presque partout. On n'a cependant pas appris plus précisément comment, si ce n'est que certaines classes avaient désormais affaire à des enseignants sans formation adaptée (mais avec une expérience de vie et professionnelle) ou encore des étudiants des Hautes écoles pédagogiques qui interrompaient leurs études pour enseigner un certain temps (ce qui s'était produit d'ailleurs auparavant déjà).

Pas du glaçage, mais une analyse honnête

Ne serait-ce pas le moment de réfléchir plus fondamentalement à ce qui ne va pas dans notre système éducatif? En effet, le manque d'enseignants, le taux élevé de fluctuation dans les établissements scolaires, l'enseignement dans d'autres disciplines ou à d'autres niveaux et les burn-out sont des problèmes dont souffrent nos écoles depuis quelques années déjà – et qui sont toujours enjolivés. Une recherche honnête et indépendante des causes serait de mise, car le «patient école» a lui aussi droit à un diagnostic minutieux et à une «thérapie» professionnellement adéquate. C'est la seule façon de prendre des mesures qui soient réellement efficaces. Car le glaçage est un produit de confiserie qui n'a pas sa place entre les mains des responsables de l'éducation!

Une série d'aberrations

L'analyse de l'état actuel de notre école publique¹ nécessite toutefois de jeter un regard sur ce qui s'est passé dans notre école publique au cours des trois dernières décennies au moins. Nombreux sont ceux qui ne savent pas que c'est là que se trouvent les racines du malaise actuel. Ceux qui ont suivi l'évolution de notre système éducatif connaissent la tornade qui a balayé les écoles durant cette période. Auparavant, les écoles suisses avaient toujours été reconnues comme étant de très haute qualité en comparaison internationale. L'écart entre les enfants performants et les enfants plus faibles était minime et l'école était bien ancrée dans le système démocratique de notre pays (comme cela devrait être le cas pour une école publique!). Tout a changé au milieu des années 1990, lorsque l'OCDE, sous la pression des Etats-Unis, a évincé l'Unesco de sa tâche de gestion. La menace des Etats-Unis de quitter cette organisation internationale, comme ils l'avaient fait en 1984 lorsque l'Unesco n'avait pas cédé à leurs exigences de l'époque, a été déterminante.² L'OCDE s'est d'abord opposée à cette décision, puis a cédé à la pression et a élaboré les indicateurs qui devaient permettre de comparer les systèmes éducatifs au niveau international. Elle s'est ainsi auto-proclamée seule arbitre de l'évaluation des systèmes éducatifs nationaux. Pour ce faire, elle a conçu les tests *Pisa*, qui ont été élaborés pendant cinq ans par quelque 300 scientifiques internationaux. En conséquence, ils n'avaient aucun lien avec la tradition éducative européenne, les concepts éducatifs nationaux et les programmes scolaires, mais se basaient sur le système éducatif anglo-amé-

ricain, dont la qualité est reconnue du monde entier être mauvaise. Malgré la rupture théorique et culturelle qui en résultait par rapport à la tradition éducative européenne, les pays de l'OCDE – dont la Suisse – ont approuvé le concept *Pisa*, établissant ainsi la suprématie de l'organisation économique dans le domaine de l'éducation (notamment en raison de la pression exercée par les pairs).³

La stratégie du choc comme catalyseur

En Suisse, les mauvais résultats inattendus du premier test *Pisa* ont choqué. Cela a servi de catalyseur à une cascade de réformes qui ont permis à priver notre système d'école publique de ses structures démocratiques, qui «dérangeaient» manifestement. Cela s'est fait si facilement que l'une des rares études indépendantes s'est étonnée de la légèreté avec laquelle ces réformes fondamentales se sont déroulées en Suisse et du fait que même les cantons, principaux acteurs du veto, n'ont pas opposé la résistance attendue.⁴ Depuis lors, notre système éducatif est marqué par un fétichisme de la compétition, faiblesse qui tend à l'uniformité internationale, ce qui n'aurait absolument pas été nécessaire, car la qualité de nos écoles était excellente.

Les écoles et les universités – des entreprises de services orientées vers le client

Tout est lié à l'abréviation «NPM», ces trois lettres étant les initiales de *New Public Management*, en français «nouvelle gestion publique», NGP.⁵ Il s'agit de l'outil favorisé par les gouvernements néolibéraux pour réduire au maximum les dépenses publiques et de transformer l'Etat en une entreprise de services orientée vers le client. C'est ainsi qu'a été entamée la transformation de notre système éducatif, organisé et contrôlé démocratiquement, en une entreprise scolaire gérée selon les principes de l'économie d'entreprise, empruntée au secteur privé. Dès lors, il ne s'agit, partout dans les administrations publiques, que de programmes d'économie, d'efficacité et d'efficacité. Au canton de Zurich, à l'époque, les nom de *Ernst Buschor*, magistrat cantonal responsable de l'éducation, et de son équipe sont intimement associés à ce projet. Ancien professeur d'économie d'entreprise à la Haute école de Saint-Gall (HSG), il était un ardent défenseur de NGP. En 1995, il a pris la direction du département de l'éducation de Zurich à la condition de réorganiser avec ces méthodes (comme il l'avait fait auparavant dans le domaine de la santé). Dans un article paru dans le grand quotidien zurichois «*Tages-Anzeiger*», il promettait de «faire descendre le système scolaire zurichois de ses grands chevaux pédagogiques et de le transformer en une entreprise de services». Il a lancé tout une tempête de réformes – en commençant par l'université, qui a été transformée dès 1999 selon le système de *Bologne*; les lycées ont été pourvu d'une nouvelle ordonnance sur la maturité tandis que les hautes écoles spécialisées, alors fondées en abondance, ont également été gérées dès le début selon les critères de NGP. Les raisons invoquées étaient toujours la pénurie financière et la nécessité de faire des économies.

GATS/AGCS – les services publics comme marchandise

Cette période a également été marquée – ce n'est pas par hasard – par les accords mondiaux de libre-échange conclus en 1995 dans le cadre de l'*Organisation mondiale du commerce* (OMC), qui regroupent aujourd'hui 164 pays. L'un de ces accords était le *General Agreement on Trade in Services* GATS

(«Accord général sur le commerce des services», AGCS). Il exige un processus continu qui consiste à transformer en entités du droit privé la totalité des services publics. La Suisse a signé cet accord en 1995. L'éducation fait partie des domaines énumérés dans l'AGCS, la Suisse ayant manqué de lui réserver un statut à part, ce que l'existence de clauses d'exception aurait rendu possible. Il est important de le mentionner, car sans intégrer ces prérogatives internationales d'une économie mondialisée, il n'est pas possible de comprendre ni de corriger les dérives actuelles de notre système éducatif.

Dé-démocratisation, structures d'entreprises, «CEOs»

C'est donc le concept américain du NPM (*New public management*) qui prescrit la marche qui, dans le courant des trois dernières décennies, a bouleversé nos écoles. Car on voulait les transformer en des entreprises de services avec un budget global et des échelons de hiérarchie correspondants. Il fallait donc des structures d'entreprises et c'est pour cette raison qu'en 1996 déjà, étaient introduites les directions d'écoles (dont les nouveaux «chefs» furent appelés des «CEO» comme dans les entreprises). Ils ont pris la place de la coopération collégiale jadis pourvue par le «Hausvorstand» (administrateur de l'école) qui était conçu être *primus inter pares* en tant que responsable des tâches administratives et représentant «son école» aux réunions de la commission scolaire dans sa circonscription. Pendant longtemps, il s'agissait surtout des enseignants très engagés et respectés du corps enseignant, parfois aussi un peu ambitieux tandis que, de nos temps, cette fonction a été transformé en «job», offert à des managers sans aucune expérience dans l'enseignement. Les théories de management déterminent aussi les matières de la formation, très coûteuse d'ailleurs, de nos directeurs d'école actuels. Un point très important de cette transformation était la suppression de l'ancrage démocratique de nos écoles, trait caractéristique typiquement suisse, avec leurs structures administratives subsidiaires correspondants à celles des autorités politiques communales et régionales. C'était uniquement de cette façon, en plaçant les écoles loin des citoyens (et parents!) que les réformes, avec une stratégie «top-down», se sont imposées dans nos contrées. C'est dans ce but que les commissions scolaires, élus par le peuple, ont pu être renversés pour faire place à des directions d'écoles à des fonctions purement administratives. L'autorité hiérarchique supérieure, la commission scolaire du district qui avait jadis surveillé les écoles, compétente à traiter les recours, se trouvait annihilée, sous prétexte de «professionnaliser» nos écoles par l'installation, sur la voie purement administrative, d'un *Groupe d'experts pour la qualification des écoles*. Dès lors, ce groupe examine les écoles au travers d'une procédure qui est laborieuse pour les écoles, estimée par beaucoup de concernés être de longue haleine, compliquée et non pas de grande aide. Les niveaux scolaires ont également été réorganisés. Le jardin d'enfants, très apprécié et ancré dans la population suisse, a été remplacé par la création du nouveau «niveau préscolaire», avec une forte orientation vers les matières scolaires déjà (même si l'appellation «jardin d'enfants» a souvent été gardée).

Pour les enseignants s'est un nouveau vent glacial et sévère qui passe par nos bâtiments d'école. A la différence du

«Que ce passe-t-il avec nos écoles?»
suite de la page 1

passé, les enseignants ne sont plus élus par les citoyens, mais engagés par le biais de contrats de travail comme ils sont habituels dans le secteur privé et soumis à des qualifications régulières avec impact sur leurs rémunérations. Leurs tâches professionnelles ont été redéfinies dans le sens purement fonctionnel tandis qu'ils sont tous censés de réorienter leur style d'enseignement aux nouvelles méthodes individualisantes comme l'idéologie du «classroom-management» le prescrit.

Les concepts de formation nivelés selon les standards des hautes écoles pédagogiques

A l'instar d'autres étapes de ces «réformes», celle de la réorientation de la formation d'enseignants se situe également dans le contexte de cet alignement sur les consignes issues de l'OCDE (qui n'en dispose d'aucune légitimité démocratique), repérables aussi dans le cadre de l'action «Pour la formation 2030» de l'UNESCO. C'est dû à ce pas décisif des réformateurs autoproclamés qu'ils sont passés, en Suisse, à la suppression d'une autre tradition hautement respectée pendant des décennies: les lieux de formation des enseignants suisses, les «séminaires pédagogiques» comme on les appelait, dans lesquelles ils étaient formés et introduits dans leur profession par des enseignants expérimentés dans la pratique, basés sur les traditions de l'éducation européenne. Depuis un certain temps, par contre, la Suisse abonde en «hautes écoles pédagogiques» dans lesquelles les étudiants sont surtout introduits dans les méthodes et contenus de l'enseignement suivant les standards importés de l'espace anglo-américain. Dans ces concepts, l'apprentissage auto-organisé prend une place importante. Cette méthode simplificatrice repose principalement sur les compétences contrôlables par des tests, compétences qui s'orientent surtout du «plan d'études 21», imposé à la quasi-totalité des cantons suisses-allemands, concepts très controversés. Aux dires de nombreux étudiants, cet enseignement se fait souvent par des instructeurs qui ne disposent pas de suffisamment d'expériences pratiques dans nos écoles.

A pas feutrés dans la mauvaise direction

En résumé on peut dire: Ces dernières décennies un processus constant de réformes peu remarqué par beaucoup de gens s'est poursuivi à tous les niveaux de notre système d'éducation scolaire, depuis les structures d'administration jusqu'aux contenus de la formation et de l'enseignement, qui a eu comme but de détacher notre système scolaire de ses racines, ancrées dans la démocratie directe. Tout se présente comme une transformation profonde du paradigme de la tradition scolaire européenne vers des concepts anglo-américains, avec impact sur les méthodes de l'enseignement. Des vota-

tions populaires ont suivi dans le but de faire monter la population à bord. Les projets de loi présentés au peuple lors des votations aux urnes ont été peu transparentes et accompagnés de campagnes de propagande publique d'envergure, souvent très sophistiquées. Ils contenaient des marges de manœuvre qui profitaient aux réformateurs du système scolaire suisse de faire glisser dans les ordonnances concrètes leurs idées, pourtant controversées. C'était le cas en 2006, par exemple, lors des votations sur l'introduction d'un article sur la formation dans la Constitution fédérale ainsi que sur la réalisation du concordat intitulé *HarmoS* par l'EDK (Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'éducation). Les deux sujets ont été «vendus» en avançant l'argument qu'ils harmonisaient les différents systèmes cantonaux concernant la formation scolaire. Cependant, il s'agissait en vérité d'un autre pas décisif vers la diminution de la démocratie scolaire. La «réforme» aboutissait en réalité à une centralisation des compétences fédérales au détriment de celles des cantons. Pour y aboutir, les adhérents du centralisme scolaire activaient sans cesse leur moulin à prière avançant leur raisonnement peu pertinent que le développement des écoles suisses datait du XIX^e siècle et qu'elles perdraient le contact au monde réel si elles ne suivaient pas ces modes. Ils faisaient donc semblant d'oublier que la Suisse avait toujours été admirée, du monde entier, quant à son système scolaire excellent.

Malgré la propagande massive, beaucoup de contemporains éveillés et responsables se sont opposés contre ce développement erroné. Nombreux ont par exemple soutenus les initiatives qui s'étaient formées dans onze cantons de la Suisse allemande se dressant contre l'introduction du plan d'études 21 (bien que les initiatives aient échouées c'était toujours un quart, dans certains cantons un votant sur trois même qui les ont soutenus).

L'honnêteté est nécessaire

Et quel est le lien qui nous ramène aux soucis de la maman de Léo, décrit au début, qui était préoccupée face à la précarité d'enseignants valables dans nos écoles? Beaucoup de citoyennes et citoyens suisses se posent des questions en quête de solutions. Cela ne va pourtant pas sans une analyse soignée, car ces derniers temps, il n'y a jamais eu un débat public honnête sur la révolution culturelle dont est victime notre système scolaire. Tout au contraire, les objections critiques et les analyses fondées d'enseignants et des citoyens s'engageant en faveur d'une bonne éducation, conscients de leurs tâches civiques, n'ont pas seulement été ignorées, mais leurs auteurs décriés comme adhérents à des théories de conspiration, voire limogés de leurs écoles par le biais de campagnes médiatiques minables, du jamais-vu jusqu'alors en Suisse. Depuis, le nombre d'enseignants suisses n'osant plus dire à haute voix ce qu'ils pensent est croissant tandis qu'un bon nombre

d'enseignants qualifiés ont quitté leur profession qui n'était plus la leur ou ont réduit leur pensum ou trouvé une niche pédagogique s'ils n'ont pas préféré prendre leur retraite avancée. D'autres se sont efforcés au-delà du possible «pour suivre la consigne» et ainsi éviter de la critique tandis que d'autres ont entamé une carrière dans l'administration éducative. Le burn-out, souvent précoce, est entre-temps devenu un des risques courants de la profession. On a constaté, il est vrai, que les hautes écoles pédagogiques ont vécu une grande affluence. Mais en même temps bien d'étudiants quittent les lieux pour changer de cap et que ceux qui ont terminé leur formation hésitent à pratiquer leur profession, ne travaillent qu'à pensum réduit ou arrêtent de pratiquer après peu de temps, résignés et déçus (où seront des entreprises pouvant se payer un tel taux d'échec?). Jusqu'à présent, les analyses sont rares tâchant de comprendre les vraies raisons de l'échec de notre système scolaire et d'entreprendre des recherches indépendantes pour trouver comment y remédier.

La pédagogie doit reconquérir son domaine et remplacer le classroom-management

Je n'abandonnerai pas ma conviction qu'en tant qu'enseignante, j'ai choisi la plus belle profession que je puisse imaginer. Je souhaiterais aussi que les jeunes enseignantes et enseignants, ainsi que celles et ceux qui pratiquent leur profession depuis un certain temps déjà et en doutent parfois, puissent la partager. Bien entendu, je souhaite à tous les enfants et adolescents qu'ils passent une scolarité qui leur permette de garder et développer leur goût d'apprendre. Cette chance, ils ne l'auront qu'une fois dans leur vie, il s'est avéré que ce que nous y avons vécu nous reste pendant toute notre vie. Bien sûr, les parents jouent leur rôle très important, eux aussi, pour que cela réussisse. Par le biais de leur éducation, ils introduisent l'enfant dans le monde dont un premier pas consiste à savoir répondre aux exigences de l'école. Si les parents réussissent à clore un pacte avec les ensei-

gnants, alors l'enfant rencontre ses meilleures chances. Comme parents ils ont la tâche incontournable d'exiger (!) que leur enfant puisse fréquenter une école basée sur un fondement pédagogique et psychologique solide, issu de la tradition européenne en matière d'éducation, capable de se développer continuellement. Aujourd'hui, l'humanité dispose de suffisamment de connaissances, étayées scientifiquement, qui nous indiquent comment pratiquer un enseignement digne de ce mot, adapté aux enfants. Ces dernières décennies, cette base à été cruellement négligée, omission cruciale due au fait que les transformations infligées à nos écoles n'avaient pas de fondement pédagogique réel. A l'heure, nous devons nous tous agir selon nos responsabilités. Il faut concentrer tous nos efforts à la reconquête du bon niveau de nos écoles d'avant, un des piliers de notre pays. Eh bien, mettons-nous au travail, allons-y! •

¹ Dans ce qui suit, je me réfère principalement aux écoles du canton de Zurich, bien que l'évolution ait été similaire dans les autres cantons.

² En 1984, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et Singapour se sont retirés de l'Unesco après l'adoption par celle-ci d'une résolution visant à réduire la dépendance vis-à-vis des quatre grandes organisations d'information AP, UPI, AFP et Reuters.

³ cf. Langer, Roman. «Warum haben die Pisa gemacht?» Ds: ders. (2008). «Warum tun die das?» *Governanceanalysen zum Steuerungshandeln in der Schulentwicklung*. Wiesbaden: vs Verlag für Sozialwissenschaften; aussi: Martens, Kerstin/Wolf, Klaus-Dieter. «Paradoxien der Neuen Staatsräson». Ds: *Zeitschrift für Internationale Beziehungen*, 13. Jg. (2006) Heft 2, p. 145-176. cité par: Buchser, Sandra. «Débarassons-nous de cette camelotte». Ds: *Horizons et débats* N° 25 du 18/06/12

⁴ Bieber, T. (2010). *Sanfte Steuerungsmechanismen in der Bildungspolitik. Die PISA-Studie und der Bologna Prozess in der Schweiz*. Universität Bremen: *TransState Working Papers* No. 117. pfb597

⁵ cf. Bonfranchi, Riccardo/Perret, Eliane. *Heilpädagogik im Dialog. Praktische Erfahrungen, theoretische Grundlagen und aktuelle Diskurse*. Bielefeld: Athena-Verlag, 2021, p. 141ff.

⁶ cf. Kissling, Beat. *Sind Inklusion und Integration in der Schule gescheitert? Eine kritische Auseinandersetzung*. Bern: Hogrefe-Verlag, 2022, p. 109ff.

Celui qui négocie avec l'UE devrait savoir dans quoi il s'engage

ds. Depuis que le Conseil fédéral a rompu les négociations sur l'accord-cadre avec l'UE, il ne se passe pas un jour sans que les médias suisses ne traitent de la relation entre la Suisse et l'UE. Souvent la Suisse et le Conseil fédéral en particulier sont critiqués tandis qu'une large place est accordée aux exigences de l'UE sans aucune critique. Le ton est souvent servile. Au lieu d'informer honnêtement, ce qui serait leur rôle, les médias font de la politique: Ils pressent le Conseil fédéral à agir plus rapidement et avertissent que l'UE pourrait perdre patience avec la Suisse.

En réalité, la Suisse est massivement pressée et extorquée par des exigences et des sanctions de l'UE, et il serait temps d'en informer la population et de lui donner une image réaliste de cette UE.

Avec le soutien des Etats-Unis de la CEE à l'UE ...

L'union de l'Allemagne, de la France, de l'Italie, des Pays-Bas, de la Belgique et du Luxembourg au sein de la Communauté économique européenne (CEE) en 1957 a été essentiellement initiée par les Etats-Unis qui avaient un objectif politique dès le départ: les Etats-Unis d'Europe.

Pendant 20 ans, *Jean Monnet*, considéré comme le père spirituel de la Communauté européenne, a travaillé aux Etats-Unis dans le domaine de la finance et de l'économie de guerre. Il a entretenu des contacts étroits avec les dirigeants économiques et politiques des Etats-Unis et son amitié étroite avec le secrétaire d'Etat américain *John Forster Dulles* a fait de lui le représentant de la politique étrangère américaine en Europe.

Les Etats-Unis ne voulaient pas d'une union libre des pays européens qui aurait préservé sa souveraineté. Et ils se sont imposés (voir Wüthrich, Werner. *Wirtschaft*

und direkte Demokratie in der Schweiz, «Économie et démocratie directe en Suisse», p. 293 et suivantes).

... et avec la méthode Juncker ...

«Nous décidons quelque chose, nous la mettons ensuite en place et nous attendons un certain temps pour voir ce qui se passe. S'il n'y a pas de grands cris ni de révoltes, parce que la plupart des gens ne comprennent pas ce qui a été décidé, alors nous continuons – pas à pas, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de retour en arrière possible». (Jean-Claude Juncker dans *Der Spiegel* 52/1999)

Au cours des 30 dernières années, c'est selon la méthode Juncker que l'UE s'est transformée en un moloch bureaucratique qui s'accapare de plus en plus de pouvoir et que personne ne peut plus embrasser du regard, et encore moins contrôler. De plus en plus de directives et de règlements, qui devraient être transposés dans le droit national des pays, sont élaborés à Bruxelles.

... à l'UE-OTAN

Avec la guerre en Ukraine, le rattachement de l'UE aux Etats-Unis et à l'OTAN a franchi une nouvelle étape. Les Etats-Unis ont poussé l'UE à agir contre ses propres intérêts et à appliquer les sanctions américaines contre la Russie; à la grande satisfaction des industries américaines de pétrole, de gaz et d'armement, qui profitent des prix élevés et du réarmement forcé. Il semble que pour l'essentiel la politique de l'UE soit devenue une politique de l'OTAN pilotée par les Etats-Unis.

Le fait que la Suisse ait repris les sanctions de l'UE contre la Russie et que certains conseillers fédéraux aspirent à un rapprochement rapide avec l'UE est déconcertant, car le Conseil fédéral et, en fin de compte, les citoyens auraient toutes les raisons d'examiner avec soin les accords qu'ils souhaitent conclure avec cette UE-OTAN. •

«Le marché global doit remplacer les Etats souverains», telle était la devise

par Urs Graf

Sans nous rendre compte du contexte géopolitique de nos «réformes» scolaires, nous fouillons dans les détails en quête de remède efficace, nous perdant dans les vastes domaines de la pédagogie moderne, de la formation révolue des enseignants et des structures administratives. Au grand plaisir des auteurs de cette rupture étiquetée «réforme» qui continuent selon leur principe «diviser pour mieux régner», abandonnant les personnes concernées, souvent informées à moitié seulement, à se fatiguer en se rejetant mutuellement la faute – tandis qu'eux poursuivent pas à pas leur l'objectif stratégique.

Bien sûr que de tels constats risqueraient d'être du coup apostrophés comme pure «théorie du complot» si de nombreux chercheurs et auteurs (non pas seulement dans ces colonnes) n'avaient pas mis en évidence, continuellement depuis les années 90, les véritables forces qui sont à l'oeuvre de détruire notre Etat et ses écoles.

En intégrant la Suisse dans des accords internationaux et en la soumettant à des autorités supranationales telles que l'OCDE,

l'OMC et l'OMS, on présumait vouloir – j'y étais présent lorsque des représentants du PS en ont discuté, au milieu des années 90, à la Limmathaus de Zurich – «libérer la Suisse de son retard en matière de réformes». Et tandis que la gauche globalisante se mettait à faire de «l'Etat de la salade de concombres» [«Macht aus dem Staat Gurkensalat!»], les durs de la droite globalisante favorisaient, fidèles à leur projet international de la globalisation des marchés, le «New Public Management» qui allait de pair avec la désétatisation de l'Etat. «Le marché global doit remplacer les Etats souverains», telle était la devise. Tout cela constitue donc des transformations lourdes en conséquences, pas seulement pour nos écoles, mais notamment en ce qui concerne l'approvisionnement de base aussi, transformations essentielles qui ont été soustraits au débat démocratique.

Le rejet des initiatives populaires «Réfendum sur les traités internationaux» et «Le droit national prime le droit international» ne s'est sans doute produit chez nous qu'en coupant court à toute réflexion approfondie en public sur cet état de fait.

Le conflit ukrainien: une guerre par procuration?

En dehors de la bulle de propagande anglo-saxonne, l'analyse du Conseiller fédéral Maurer est partagée dans le monde entier

ts. Les propos tenus récemment par le conseiller fédéral Ueli Maurer à Bühler, dans le canton d'Appenzell, sur la crise ukrainienne ont eu un fort écho dans la presse écrite et sous la coupole du Palais fédéral. Comme il n'existe pas de manuscrit du discours, il est préférable de recourir à des reportages locaux qui n'ont pas encore été «cadrés» par une rédaction centrale.¹ Le magistrat de l'UDC aurait ainsi pris position sur deux questions: «Quand la guerre prendra-t-elle fin? Et combien de temps ses effets se feront-ils sentir en Suisse et dans le monde?» Concernant les flux de réfugiés, Maurer aurait prédit des tensions accrues, en raison du fait que les réfugiés ukrainiens sont mieux lotis que les autres réfugiés par leur statut de protection S. Le mécontentement de la population dans tout le pays est facile à constater. Maurer a classé le conflit ukrainien comme une guerre par procuration entre l'Ouest et l'Est. D'un côté l'OTAN, de l'autre la Russie: une lutte de pouvoir sur le dos de l'Ukraine. Et comme pendant la guerre froide, le monde menacerait de se diviser. Nous nous trouverions à nouveau dans une spirale de l'armement, et serions à nouveau assis sur un baril de poudre. Bien que le monde et la Suisse auraient profité jusqu'à présent des mandats de protection de la Suisse, ceux-ci ainsi que l'un des principaux piliers de notre pays, la neutralité, seraient menacés. Le Conseil fédéral s'inquiéterait également de la question de l'énergie et de l'alimentation ainsi que du manque de volonté de défendre le pays militairement. Alors qu'en Appenzell Rhodes-Intérieures et Extérieures, 80% des personnes astreintes au service militaire effectueraient encore leur service militaire, environ un tiers des Suisses préféreraient le service civil. Maurer a rappelé le bon sens de nos ancêtres, qui tenaient à pouvoir fournir une force défensive permettant de dissuader quiconque d'attaquer la Suisse. Mais sans armée, nous deviendrions des victimes. Pour conclure, Maurer n'a pas exclu que nous puissions dans quelques semaines être confrontés à une guerre nucléaire en Europe.

La guerre en Ukraine, une guerre par procuration? C'est cette déclaration qui a valu au Conseil fédéral d'être réprimandé, notamment par des représentants des Verts, du PS et du PLR. Une déclaration et une évaluation qui, il est vrai, contredisent les règles de langage de l'OTAN et de l'UE ainsi que la souveraineté de qualification imposée, mais qui s'accordent parfaitement avec les voix du monde non occidental. Et c'est tout de même là que vivent environ 80% de la population mondiale. Si l'on essaie de briser le regard de l'ethnocentrisme européen sur le monde, de prendre de la distance par rapport au récit anglo-saxon et de prendre connaissance des voix d'Afrique, d'Amérique latine, d'Inde, du Pakistan, de Sin-

Kissinger: «Des questions que nous avons en partie créées nous-mêmes»

ts. Dans une interview accordée au «Wall Street Journal», Henry Kissinger, l'ancien secrétaire d'Etat américain âgé de 99 ans, s'est montré préoccupé par le «déséquilibre» dans le monde. Il a déclaré: «Nous sommes au bord d'une guerre avec la Russie et la Chine sur des questions que nous avons en partie créées nous-mêmes, sans avoir la moindre idée ni de la manière dont tout cela va se terminer, ni où cela va mener».

La politique étrangère de Washington ne trouve pas grâce aux yeux de Kissinger: selon lui, Washington n'a plus de grand chef d'Etat, rejette la diplomatie traditionnelle, et la politique étrangère américaine manque dangereusement d'objectifs stratégiques. Kissinger a critiqué les politiciens qui, comme leurs électeurs, ne peuvent plus aujourd'hui séparer les «relations personnelles avec l'adversaire» du maintien de discussions diplomatiques solides. On est très sensible aux «émotions de l'instant». En ce qui concerne la crise ukrainienne, Kissinger souligne que l'Ukraine est un ensemble de territoires ayant appartenu autrefois à la Russie. Selon lui, la paix n'est possible que si l'Ukraine joue le rôle de tampon entre la Russie et l'Occident. «J'étais pour l'indépendance totale de l'Ukraine, mais je pensais que son meilleur rôle serait similaire à celui de la Finlande, une sorte de solution intermédiaire». Kissinger avait déjà

souligné la part de responsabilité de l'Occident en janvier, avant le début de la guerre: une politique imprudente des Etats-Unis et de l'OTAN a contribué à déclencher le conflit en Ukraine. Aujourd'hui, il ne voit «pas d'autre possibilité que de prendre au sérieux les préoccupations de sécurité exprimées par Vladimir Poutine», et considère comme une erreur le fait que l'OTAN ait signalé à l'Ukraine qu'elle pourrait rejoindre l'alliance.

Quant à la fin de la guerre, Kissinger prévoit un accord dans lequel la Russie conservera la Crimée et une partie de la région du Donbass.

Evoquant également le conflit autour de Taïwan, Kissinger a déclaré: «A mon avis, l'équilibre a deux composantes. Une sorte d'équilibre des forces, avec une acceptation de la légitimité de valeurs parfois contradictoires. Car si vos efforts visent à imposer vos valeurs, alors je pense qu'un équilibre n'est pas possible. D'une part, il y a donc la recherche d'une sorte d'équilibre absolu», a-t-il déclaré. D'autre part, il y a «l'équilibre comportemental, c'est-à-dire qu'il y a des limites à l'exercice de ses capacités et de son pouvoir par rapport à ce qui est nécessaire à l'équilibre global».

Source: <https://www.wsj.com/articles/henry-kissinger-is-worried-about-disequilibrium-11660325251>

(Traduction Horizons et débats)

gapour, etc. mais aussi des Etats-Unis, il faut bien admettre qu'ils voient les choses tout à fait différemment. Et la plupart d'entre eux ne soutiennent pas les sanctions des Etats-Unis et de l'UE. Ils considèrent que le problème vient de l'élargissement de l'OTAN à l'Est, et donc des Etats-Unis. C'est notamment le cas de John Mearshimer, professeur de sciences politiques à l'université de Chicago, ou de Jeffrey Sachs, ancien économiste néolibéral américain. Car aussi aux Etats-Unis, certaines voix qualifient le récit dominant de propagande monstrueuse et le rejettent comme dangereux. Sans parler du «grand old man» de la politique étrangère américaine Henry Kissinger (voir encadré). En Asie, on peut citer Kishore Mahbubani, l'auteur, il y a plusieurs années, d'un livre contre la vision idéologique et étriquée de l'ethnocentrisme occidental du monde, au titre pro-

vocateur «Can Asians Think?» (Les asiatiques, sont-ils capables de réfléchir?) Et n'a-t-il pas raison, encore aujourd'hui? Est-ce que nous, en Occident, écoutons les voix du «reste» du monde? La rhétorique de la lutte des démocraties contre les autocraties ne masque-t-elle pas la vieille arrogance occidentale de mieux savoir que les peuples anciennement colonisés? Faut-il en rire ou en pleurer? Alors un conseiller fédéral du parti auquel on reproche justement de laisser le monde à l'écart doit venir nous dire ce qu'une grande partie du reste du monde voit de la même manière, alors que les Verts et la gauche, qui soutiennent les études postcoloniales, colportent le récit occidental sans le moindre esprit critique. Et cette prise de position de la ministre sud-africaine des Affaires étrangères, qui refuse de se laisser forcer par le ministre américain des Affaires

«Un homme de 99 ans qui éduque un homme de 79 ans».

Comment la Chine a-t-elle réagi à l'interview de Kissinger dans le «Wall Street Journal»? «C'est un homme de 99 ans qui éduque un homme de 79 ans», a déclaré dimanche au «Global Times» Lü Xiang, chercheur boursier à l'Académie chinoise des sciences sociales, en faisant allusion à l'âge de Kissinger et de Joe Biden. «De toute évidence, le gouvernement américain actuel n'a aucune idée de ce qu'est l'équi-

libre, car il faut d'abord reconnaître la légitimité de l'autre. Si vous remettez en question la légitimité, y compris la souveraineté, de votre vis-à-vis, il est impossible d'atteindre l'équilibre», a-t-il déclaré.

Source: <https://www.globaltimes.cn/page/202208/1272970.shtml>

(Traduction Horizons et débats)

Le Département suisse des affaires étrangères – effronterie extrême et perte du sens des réalités?

par Christian Müller

En décidant de reprendre en bloc (!) les sanctions de l'UE contre la Russie, le gouvernement suisse actuel a dramatiquement violé, et peut-être même irrémédiablement détruit, la neutralité de la Suisse, pourtant historiquement et politiquement consolidée. La place de Genève, deuxième site le plus important de l'ONU, perdra elle aussi de plus en plus sa fonction de lieu de conférence international et, avec la «Ukraine Recovery Conference» à Lugano, la Suisse a en outre confirmé qu'elle ne voulait plus adopter une position neutre. Le ministère des Affaires étrangères a accueilli positivement l'idée absurde de Volodimir Selenski, selon laquelle la Suisse devrait intervenir à Moscou en tant que représentante des intérêts de l'Ukraine, et s'est entre-temps entendu en détail avec Kiev. Mais la facture est déjà sur la table: la Russie n'est plus intéressée aux «Bons offices» de la Suisse ainsi compromis.

On sait que le chef du Département suisse des Affaires étrangères, le Conseiller fédéral Ignazio Cassis (cette année Président de la Confédération suisse) est sans cesse à la recherche d'«opportunités». Et manifestement, il a pris la proposition de Selenski comme une telle «opportunité». Ce n'est pas un hasard s'il avait proposé, à partir de la tribune du WEF à Davos, de transformer la neu-

tralité suisse en une «neutralité coopérative»: rester neutre mais «coopérer» avec l'une des parties d'un conflit. En contrepartie, Cassis s'est vu décorer des éloges éminents en public, notamment ceux de Georg Häsler, rédacteur de la NZZ, proche de l'OTAN et lui-même colonel de l'armée suisse.

Depuis fin février, la Suisse a repris toutes les sanctions décidées par l'UE contre la Russie en bloc, c'est-à-dire en évitant méticuleusement la moindre dérogation, même la moindre précision. Dans une telle situation, comment pousser la naïveté jusqu'à s'imaginer être accepté comme intermédiaire représentant les intérêts de l'Ukraine par la Russie? Est-ce une surestimation massive du ministre suisse des Affaires étrangères? S'agit-il simplement d'une perte totale du sens de la réalité? Ou simplement d'une variante de ces «opportunités» s'offrant à la Suisse tout azimuts? Le non brusque de Moscou s'est manifesté promptement et reste finalement tout sauf une surprise.

La haine envers tous les Russes et tout ce qui est russe gagne de terrain

Toute cette histoire comporte autant d'embarquement à l'égard des grands médias suisses. Ils plaident presque unanimement en faveur de la poursuite de la guerre en Ukraine et contre les négociations, tout en saluant le projet de

Cassis – il suffit par exemple de consulter la une de l'«Aargauer Zeitung» du 10 août 2022. Partout où les autorités ou les organisations se plient à attiser la haine déjà répandue à l'égard des Russes, elles se voient couvertes d'hommages par nos grands médias, ou du moins reçoivent leur silence approbatif. A Saint-Gall par exemple, l'opéra «La Pucelle d'Orléans» du compositeur russe Tchaïkovski a été annulé pour le festival et remplacé par l'opéra «Giovanna d'Arco» de Verdi. Le motif aussitôt répandu: une représentation publique de compositions de Tchaïkovski n'est pas tenable face aux réfugiés ukrainiens. Nota bene: le compositeur russe Piotr Ilitch Tchaïkovski a vécu de 1840 à 1893 ...

A Birmenstorf (canton d'Argovie), le désormais traditionnel «Convoy to Remember» où 700 véhicules historiques des armées de toute l'Europe se réuniront prochainement, spectacle où 20 000 visiteurs sont attendus, a également été reprogrammé: comme on a lu, les organisateurs et les représentants de haut niveau de l'armée suisse ont décidé d'organiser la manifestation malgré la guerre en Ukraine, mais cette fois-ci sans présenter de chars russes. A ce sujet, l'«Aargauer Zeitung» écrit cela: «Selon ses organisateurs, le «Convoy» rappelle le D-Day – ce jour inoubliable de 1944 où la libération de l'Europe par les Alliés a débuté

étrangères de condamner la Russie: une déclaration sans valeur? Parce que c'est une femme ou qu'elle est africaine? Ou alors la tentative d'«annulation» («cancellation») du Conseil fédéral serait-elle due au fait que le vrai problème a été nommé par quelqu'un du «mauvais» parti? Ce ne sont tout de même pas des lacunes en anglais qui empêchent à ses détracteurs de comprendre une ministre sud-africaine des Affaires étrangères, un Mahbubani ou un Kissinger?

Ne serait-il pas temps que les divers partis suisses s'ouvrent aux voix du monde et voient plus loin que le bout de leur nez? Ne serait-ce que pour mieux déceler la propagande? Quel est le point de vue des voix socialement engagées des pays non-alignés? Et la voix d'un John Pilger, ne vaut-elle plus rien pour les anti-impérialistes de longue date, lui qui affirme n'avoir jamais vu de toute sa vie mouvementée de reporter de guerre, même pas pendant la guerre du Vietnam ou la guerre d'Irak, une propagande de guerre telle que celle menée actuellement par l'Occident?

L'orientation future de la Suisse, non seulement en Europe mais aussi dans le monde, nécessite un débat serein avec un éventail d'opinions diversifié. Annuler, taire des opinions ne mène à rien. En fin de compte, le souverain suisse doit décider en toute connaissance de cause s'il veut ou non rejoindre des blocs militaires. L'OTAN, toujours dirigée par un général américain, le Saceur (*Supreme Allied Commander Europe*), et l'UE, qui souffre toujours d'un déficit démocratique, peuvent être une option pour certains. Mais n'y en aurait-il pas d'autres? Tout comme l'AELE constitue une alternative à l'UE, à laquelle la Suisse participe avec succès, il existe également des alternatives au rapprochement avec l'alliance militaire de l'OTAN. Il est nécessaire d'en discuter. Le Conseiller fédéral Maurer n'est pas seul à mettre en garde contre une guerre nucléaire en Europe. C'était le thème d'une vie pour Robert S. McNamara, le secrétaire américain à la Défense pendant la crise de Cuba. C'est le thème d'Henry Kissinger. Rappelons la conclusion de McNamara sur la crise de Cuba: «Nous avons été «chanceux», «we just lucked out». Et sa leçon de vie à l'ère des armes nucléaires: il n'y a pas d'alternative à la diplomatie. Et pour cela, il faut de l'empathie. Il faut se mettre à la place de son interlocuteur, le comprendre. Cela ne signifie pas pour autant que l'on souscrive à ses actes. Mais sans comprendre ni chercher le dialogue permettant de mettre fin au conflit sur la voie diplomatique, l'anéantissement nucléaire menace. Et qui souhaiterait cela? •

¹ Voir p. ex. Seraina Hess dans le journal *Thurgauer Zeitung* du 15 août 2022

Source: <https://globalbridge.ch/schweizer-aussenministerium-unglaubliche-arroganz-oder-totaler-reali-taetsverlust/>

(Traduction Horizons et débats)

L'approvisionnement énergétique suisse au banc d'essai

A qui sert la politique hésitante du Conseil fédéral?

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

Depuis des années, la Commission fédérale de l'électricité ElCom met le doigt sur le fait que la Suisse se dirigera tôt ou tard vers une situation de pénurie d'électricité en hiver. Actuellement, il semble que cela pourrait arriver plus tôt que présumé, à savoir l'hiver prochain, selon les dires de Werner Luginbühl, président de l'ElCom. Début juillet déjà, le président de Swissgas, André Dosé, avait également mis en garde contre une pénurie de gaz imminente. Ce dernier, en particulier, a clairement critiqué la politique du Conseil fédéral.

Quant à lui, la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga, cheffe du Département de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC), aimerait apparemment dissimuler l'inadéquation de la stratégie énergétique du Conseil fédéral, en attribuant les causes d'une éventuelle pénurie à la «Russie». Cela va bien avec sa tentative de tirer profit de la situation mondiale, lors d'un discours incendiaire, en employant la guerre en Ukraine comme levier pour l'intégration de la Suisse dans l'UE/OTAN pour laquelle elle œuvre depuis longtemps.

La politique n'a pas suffisamment pris au sérieux les avertissements de l'ElCom

La déclaration de Werner Luginbühl, président de la Commission de l'électricité (ElCom), selon laquelle il conseille d'avoir suffisamment de bougies à la maison et, si l'on en possède, un poêle à bois avec un stock suffisant de bois de chauffage, s'est répandue comme une traînée de poudre à travers la Suisse. Dans une interview accordée à un quotidien, Luginbühl a précisé son avis en ces termes: «Dans la situation actuelle, on ne peut pas exclure totalement des coupures horaires. C'est pourquoi il est important de prendre les précautions nécessaires». Selon Luginbühl, il s'agit là du pire scénario possible. Mais il est judicieux, selon lui, de réfléchir à ce que l'on ferait si on se retrouvait, un jour, privé d'électricité pendant quelques heures.²

En ce qui concerne l'approvisionnement en électricité, la Suisse est certes dans une meilleure situation que de nombreux autres pays, comme explique le président de l'ElCom: «Nous pouvons produire 60 pour cent de notre consommation en Suisse grâce à l'énergie hydraulique. Environ un tiers de notre consommation d'électricité provient des centrales nucléaires. Et puis il y a effectivement un reste de 5 à 10 pour cent que nous devons importer. C'est là que se situent les plus grands risques: que nous ne puissions pas nous procurer cette partie de l'électricité en Europe l'hiver prochain».

C'est au Conseil fédéral et au Parlement qu'il revient de faire, d'encourager et de décoller la production de ce «reste», car même un accord sur l'électricité avec l'UE ne nous permettrait pas de disposer de suffisamment d'électricité et du gaz quand nos pays voisins n'en auront plus assez eux-mêmes.

Werner Luginbühl critique le fait que «le monde politique n'a pas pris suffisamment au sérieux les avertissements de l'ElCom concernant une pénurie d'électricité en hiver. Selon lui, la Suisse devrait aborder le sujet de la sécurité d'approvisionnement de manière beaucoup plus résolue et déterminée».³

L'actuel chef de l'ElCom ajoute donc sa critique sur un ton très modéré. Nous nous souvenons des commentaires bien plus sévères de son prédécesseur Carlo Schmid-Sutter d'Appenzell Rhodes-Intérieures.

«La stratégie énergétique du Conseil fédéral s'avère être de la maculature»

La prise de position du rédacteur économique du «Neue Zürcher Zeitung», Christoph Eisenring, sur la «Stratégie énergétique 2050» du Conseil fédéral surprend par sa limpidité. Selon lui, si M. Luginbühl recommande à la population, en public, d'acheter des bougies et du bois de chauffage, on aura affaire à «une déclaration de faillite quant à la stratégie énergétique suisse». Christoph Eisenring justifie ce jugement en mettant le doigt sur le fait que la Confédération admet ainsi «qu'elle se voit hors d'état de préserver les Suisses du danger qu'elle considère elle-même comme le plus grand risque pour le pays: une situa-

tion de pénurie d'électricité».⁴ Et Eisenring poursuit: «La stratégie énergétique du Conseil fédéral s'avère être de la maculature. Il y était question d'augmentation de l'efficacité, raison pour laquelle la consommation n'augmenterait pas considérablement. Et le fait que l'électricité éolienne et solaire nécessite des centrales de secours pour pouvoir s'en sortir en toute sécurité en hiver a également été ignoré trop longtemps». A sa question si on ne devait pas reconnaître au gouvernement que la guerre en Ukraine était imprévisible, Eisenring répond ceci: «Ceux qui argumentent ainsi simplifient l'envergure du problème. La Suisse se trouve en effet face au scénario menaçant qui c'est clairement désignée à partir de 2025 déjà, et ceci selon une analyse antérieure de la même commission que préside Luginbühl».

La cheffe du département suisse compétente, M^{me} Simonetta Sommaruga se montre tout aussi ouverte aux réponses simplistes, en déclarant: «Pourquoi avons-nous un problème aujourd'hui? Parce que la Russie ferme le robinet de gaz et que la Suisse dépend entièrement de l'étranger pour le pétrole et le gaz.»⁵ C'est pratique que la Russie soit donc une fois de plus la «coupable»! Pourtant, la «stratégie énergétique 2050» de la Suisse, issue de son département, mise exclusivement sur l'approvisionnement en électricité.

En revanche, jusqu'en 2021, personne ne considérait la sécurité de l'approvisionnement en gaz comme menacée, car la Russie était et restait, depuis des décennies, un partenaire fiable pour la Suisse et les autres pays européens. Aujourd'hui, nous autres Européens avons de quoi craindre une pénurie de gaz, et ceci pour la seule raison que nos gouvernements ont pris des sanctions contre la Russie qui vont jusqu'à mettre en doute le règlement correct des entreprises gazières russes pour le gaz livré. Dans ces conditions, aucune entreprise ne poursuivrait ses livraisons. Au lieu de veiller à ce que le gaz russe circule à nouveau par Nord Stream 1 et Nord Stream 2, nos chefs d'Etat préfèrent contribuer aux bénéfices astronomiques de l'industrie pétrolière et gazière (voir l'encadré sur «Glencore») en se pavanant dans les pays du Golfe pour mettre la main sur des énergies fossiles à prix d'or et en construisant des réservoirs de gaz liquide pour le gaz impur et plus cher encore en provenance de la fracturation américaine. S'agirait-il là des fournisseurs au bilan irréprochable en matière de droits de l'homme que l'UE compte défendre si hardiment? Finalement, une fois de plus, se seront nous autres citoyens européens qui serons confrontés à des prix exorbitants!

«La Suisse est en grande partie responsable de la crise à laquelle elle fait face»

André Dosé, ancien patron de Swiss et actuel président de Swissgas, critique lui aussi sévèrement la politique énergétique du Conseil fédéral: «Nous sommes dépendants des importations de gaz toute l'année et de l'importation d'électricité en hiver. Cette crise en Suisse est en grande partie auto-produite. La stratégie énergétique 2050 a été construite sur du sable. Nous sommes partis de deux principes autant illusoire: qu'il n'y aurait pas de croissance démographique et que la population réduirait la consommation d'électricité. De même, lors de la votation, les scénarios faisaient abstraction totale de la mobilité électrique. Il s'agissait donc de la pure construction de châteaux en Espagne selon des concepts qui n'auraient jamais fonctionné. La guerre en Ukraine nous oblige maintenant à changer dramatiquement de mentalité».⁶ Il faut donc l'écrire à l'encre rouge dans le carnet de notes des votants suisses pour qu'ils s'en souviennent le moment venu: si en mai 2017, le peuple suisse a majoritairement approuvé la dite «Stratégie énergétique 2050» dans les urnes de la votation populaire, il l'a fait en tant que victime, meurtrie par les prévisions erronées du livret de vote (édité, comme toujours, par notre gouvernement)

André Dosé reproche donc au Conseil fédéral de ne pas agir de manière adéquate, tant dans la situation de crise actuelle que dans la planification à plus long terme: «[...] en cas de crise, il faut aller vite, fixer des priorités et prendre des décisions». Pour garantir durablement la sécurité énergétique, «il n'y a pas

de solution à court terme. Le développement du photovoltaïque est juste et bon – mais il ne nous permettra pas de passer l'hiver».

De son côté, la conseillère fédérale Sommaruga affirme faire tout son possible pour éviter une situation de pénurie: selon elle, le Conseil fédéral aurait «mis en place un parachute de secours pour les grandes entreprises d'électricité et préparé une réserve de force hydraulique pour la période critique de l'hiver. En raison de la guerre en Ukraine, nous avons en outre chargé le secteur gazier de se procurer du gaz supplémentaire»⁷. La Confédération aurait invité les grandes entreprises capables de produire avec du pétrole au lieu du gaz à remplir leurs stocks de pétrole. Tiens, tiens: il y a quelques années, la population suisse a été pressée de remplacer ses chauffages au mazout par des chauffages au gaz. Nombreux sont les Suisses ayant obéi aux avis de leur gouvernement, ce qui fait que maintenant 300 000 logements suisse sont chauffés au gaz, c'est également le cas dans l'immeuble où j'habite. Dans la Suisse prospère, on a même arraché de nombreux chauffages au mazout en bonne fonction! Quel gaspillage d'énergie! Aujourd'hui, notre immeuble ne dispose plus de citerne à mazout ce qui fait qu'on va bientôt nous présenter la facture. Notre ministre de l'énergie ne se trouve pas en manque de recettes simples, selon «Sonntags Blick»: La Suisse devra, selon notre magistrat, «s'inspirer de l'UE» et économiser 15% d'énergie d'ici le printemps. La campagne correspondante (baisser les chauffages, prendre une douche au lieu d'un bain, etc.) sera lancée prochainement. Concernant le stockage du gaz: la plupart des mesures du Conseil fédéral sont arrivées trop tard, voilà ce que Dosé déclara en juillet déjà dans les colonnes du «Neue Zürcher Zeitung». Aujourd'hui, les sociétés régionales sont en train de remplir leurs réservoirs à l'étranger, d'après la prescription de la Confédération, mais «il est tout sauf certain que le gaz circule physiquement en cas de pénurie européenne». Selon lui, la Suisse a manqué d'agir à temps: «Nous aurions dû nous assurer du gaz pour un ou deux milliards de francs, il y a trois mois. Ce qui n'a pas été fait. Maintenant, l'approvisionnement va nous coûter trois fois plus cher». [mis en relief par mw.] Selon Dosé, le prix du gaz est 25 fois plus élevé qu'en 2019! Certains groupes énergétiques s'enrichissent bêtement tandis que nous aurons à en payer le prix ou à avoir froid.

L'activisme actuel du Conseil fédéral montre à quel point la critique de Dosé est justifiée. Selon son communiqué de presse du 17 août, il veut utiliser des centrales à gaz pour combler le déficit hivernal attendu. Il est intéressant de noter qu'une «centrale à gaz privée performante», située à Birr (canton d'Argovie), semble être soudainement sortie du chapeau pour nous «dépanner» à court terme («Comment une centrale de réserve argovienne doit pallier les pénuries d'électricité». *SRF News* du 18 août 2022). Que deux questions critiques à ce sujet soient permises: premièrement, combien cette aide d'urgence va-t-elle coûter au contribuable? Celui qui organise une réserve d'urgence pour l'hiver juste avant l'automne devra payer incomparablement plus! Deuxièmement: pourquoi le Conseil fédéral n'admet-il pas ouvertement que les soi-disant centrales à gaz devront très certainement être alimentées au pétrole, car il est bien connu que le gaz sera également une denrée rare? C'est par le biais d'une petite phrase qui a fuité qu'on apprend la consigne du Conseil fédéral qui dit qu'«en raison de l'insécurité de l'approvisionnement en gaz, de telles installations doivent, si possible, également fonctionner au pétrole (installations dual-fuel)». Quelle gaffe pour les défenseurs du climat dont la cheffe du département compétent fait partie ...

Une petite consolation au sujet du gazoduc de transit reliant l'Allemagne à l'Italie, via la Suisse. Dosé dit: «Ce dernier est important pour la sécurité d'approvisionnement de la Suisse. Il est figé dans la concession que la Suisse peut déclarer une situation de pénurie, ce qui aura pour effet qu'une partie du gaz pourrait être acheminée vers la Suisse». L'expert avertit toutefois que si le gaz naturel russe ne passe plus par le gazoduc, c'est l'approvisionnement européen tout court qui en pâtira. Comme je l'ai dit, une chose est inévitable: nos gouvernements

«Glencore réalise d'énormes bénéfices grâce au prix élevé des matières premières»

«Au cours du premier semestre de 2022, Glencore a profité du niveau élevé des prix des matières premières et de l'activité de négoce, exceptionnellement florissante ces derniers temps. Cela se traduit par un bénéfice semestriel de 12,1 milliards de dollars. Par rapport à l'année précédente, le résultat du groupe de négoce de matières premières et d'exploitation minière [siégeant en Suisse] a presque décuplé.»

communiqué ats du 4 août 2022

sont appelés à reprendre le dialogue avec la Russie et à contribuer à une solution durable, au lieu de se borner à pratiquer une politique de pansement surtaxée pour les prochains mois.

Comblent le déficit énergétique et réduire la dépendance vis-à-vis de l'étranger

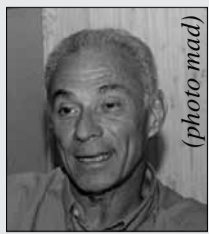
Les précités Werner Luginbühl et André Dosé voient de nombreuses possibilités pour un approvisionnement énergétique suffisant, tandis que Christoph Eisenring et de nombreux autres contemporains réfléchis ont également exprimé leurs idées à ce sujet. Les exposer ici dépasserait le cadre de cet article. L'appel de Berne: «Nous devons développer la production d'énergies renouvelables!» doit être soutenu, après tout, le plus grand fournisseur d'électricité de Suisse, l'énergie hydraulique, est aujourd'hui plus encouragé que jamais. Le Parlement devra toutefois aller de l'avant avec le projet de «loi fédérale sur la sécurité de l'approvisionnement en électricité grâce aux énergies renouvelables», qui se trouve dans les commissions compétentes du Conseil des Etats depuis environ un an.⁸ A la première lecture, on regrette certes l'absence d'une procédure plus stricte, nécessaire de toute urgence, pour les demandes de permis de construire de centrales électriques, afin que l'aménagement d'un barrage ne reste plus sur la voie d'attente pendant des années, voire des décennies. Mais le projet de loi n'a pas encore été débattu au Conseil national et au Conseil des Etats, il y a donc encore de l'espoir!

«La sécurité globale se trouve dans et avec l'Europe» – ce n'est pas sérieux, Madame la Conseillère fédérale!

Dans un discours prononcé à l'occasion d'une réunion organisée par «l'Association des éditeurs de médias suisses» à Locarno, M^{me} Sommaruga a manifestement oublié que le Conseil fédéral suisse est une autorité collégiale dont les membres sont censés faire preuve d'une certaine retenue dans la manifestation de leurs opinions privées. Il est particulièrement de mauvais goût d'utiliser la guerre en Ukraine comme point d'accroche pour un appel à l'intégration de la Suisse dans l'UE: «La guerre en Ukraine n'est pas seulement un appel au réveil pour nombreux de nos concitoyens en matière de politique énergétique. Elle l'est également concernant la politique étrangère».⁹ Selon elle, il serait grand temps «d'un rapprochement vers l'Europe. Nous ne trouverons pas la sécurité globale en dépensant plus d'argent pour notre armée. Nous trouvons la sécurité globale dans et avec l'Europe». Il semble que cette dame n'aspire pas seulement à l'entrée de la Suisse à l'UE, mais aussi à l'OTAN – la Suisse y trouvera-t-elle «une sécurité globale», êtes-vous sérieuse, Madame la conseillère fédérale? Quelle absurdité! L'OTAN s'est transformée en une alliance guerrière, et l'UE en forme aujourd'hui son vassal, aussi guerrier que sa puissance tutelle. La Suisse, en revanche, est un pays neutre et le Conseil fédéral est tenu de «prendre des mesures pour préserver la sécurité extérieure, l'indépendance et la neutralité de la Suisse» selon l'article 185, alinéa 1 de la Constitution fédérale. Actuellement et depuis longtemps, il est évident qu'il ne remplit aucune

Multipolarité contre néo-impérialisme, la gauche en reste déboussolée

par Augusto Zamora Rodriguez



Augusto Zamora Rodriguez a été professeur de droit international et de relations internationales à l'Université autonome de Madrid ainsi que chargé de cours à l'Université nationale autonome du Nicaragua et

professeur invité dans plusieurs universités d'Europe et d'Amérique latine. Il a également été ambassadeur du Nicaragua en Espagne. De 1979 à 1990, il a été nommé directeur juridique du ministère des affaires étrangères du Nicaragua. Il a représenté le Nicaragua dans la procédure engagée contre les Etats-Unis devant la Cour internationale de justice concernant la guerre des Contrats et a participé à de nombreuses missions diplomatiques. Il est l'auteur de «Múbicalditos libertadores», «Política y geopolítica para rebeldes, irreverentes y escépticos» et «Réquiem polifónico por Occidente» («Maudits libérateurs», «Requiem polyphonique pour l'Occident» et «Politique et géopolitique à l'usage des rebelles, des iconoclastes et des sceptiques») et écrit régulièrement pour différents journaux, par exemple, *Público*.



Table ronde au sein du Secrétariat de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) sur la réforme constitutionnelle en Ouzbékistan le 5 août 2022. A ce sujet, en ne retrouve aucun commentaire dans les médias occidentaux. (photo eng.sectscsco.org)

Il n'est pas évident – il faut bien le dire – d'abandonner des cadres idéologiques, des paradigmes et des concepts durement acquis tout au long d'un siècle pour comprendre et assumer les nouvelles réalités de ce XXI^e siècle au rythme accéléré et vertigineux. Il faut compter avec le pouvoir de la force d'inertie et avec le facteur humain, qui fait que l'on finit par rester attaché au passé et, en s'appuyant sur cette affectation d'inertie, persister à interpréter le présent au travers des filtres surannés de ce passé; surtout quand, comme c'est à présent notre cas, on vit un processus difficile et complexe de transition entre le passé et le futur.

Pour commencer, rappelons que plus de trois décennies se sont écoulées depuis la fin de la guerre froide; que plus de guerre froide signifie plus d'Union soviétique; et que pas d'Union soviétique implique des réalités aussi flagrantes que l'émergence de la Chine au rang de grande puissance; la reconstruction de la Russie, dont la géographie en fait un acteur essentiel de l'Eurasie à elle seule; l'ascension de l'Inde en tant que grande puissance économique et technologique; le renforcement notable de l'Iran, malgré la guerre avec l'Irak et les sanctions draconienne des Etats-Unis; l'autonomie croissante de l'Amérique latine et de l'Afrique, encore au stade du bégaïement, soit, mais qui font leur chemin pour tenter de rattraper leur arriération chronique. Un monde, en somme, qui n'a pas grand-chose à voir avec le monde de l'encore proche, mais déjà lointain vingtième siècle.

L'anticolonialisme, les non-alignés, les relations Nord-Sud et le nouvel ordre économique international, des sujets qui ont occupé l'agenda mondial dans la seconde moitié du XX^e siècle ont à présent été rétrogradés, ces thèmes ont été oubliés ou ils ne préoccupent plus grand monde. Il faut que ce soit comme ça, parce que les réalités, les priorités ont changé. Les nouvelles priorités et les nouveaux agendas

exigent de nouveaux cadres théoriques et matériels adaptés aux graves défis du XXI^e siècle, y compris à celui des conflits.

Commençons par la question essentielle du nouvel ordre mondial. Le monde de la guerre froide était bipolaire. Qu'on le veuille ou non, on était soit avec les Etats-Unis, soit avec l'URSS. Face à cette bipolarité, la Yougoslavie, l'Inde et l'Indonésie ont promu le mouvement des non-alignés, qui a joué un rôle déterminant entre 1960 et 1988. Ce monde a disparu avec l'URSS et a laissé place à une multitude de puissances mineures étouffées par les superpuissances, donnant naissance à une société multipolaire. Comme souvent dans l'histoire de l'humanité, cet ordre multipolaire s'est mis en place discrètement. Entre 1992 et 2014, les Etats-Unis se sont proclamés hyperpuissance mondiale et ont cherché, par le biais d'une série de guerres d'agression – Yougoslavie, Irak I, Afghanistan, Irak II, Libye, Syrie – à réorganiser le monde selon leur vision de l'unipolarité. Ce plan est allé d'échec en échec et, entre-temps, la Chine et la Russie sont réapparues sur la scène mondiale en affichant la volonté de combattre le projet unipolaire américain. Les deux puissances, à la surprise effarée des Etats-Unis, ont refusé l'unipolarité, établissant une nouvelle dynamique mondiale qui, à la différence du monde bipolaire, n'a pas de connotation idéologique au sens où on l'entendait lors de la guerre froide.

Il s'agit là d'un monde qui a sombré dans la dynamique du pouvoir pur, ce que certains refusent encore de comprendre ou d'accepter. L'alliance stratégique entre la Chine et la Russie en présente un exemple dans ce monde réel. La République populaire de Chine est un pays profondément imprégné, qu'on le croie ou non, d'idéologie communiste. Son président, *Xi Jinping*, a ordonné un renforcement de l'étude du marxisme-léninisme appliqué aux caractéristiques chinoises. Le président russe *Vladimir Poutine*, hautement

diabolisé dans cette Europe atlantiste et orwellienne, y est considéré comme étant d'extrême droite, ce qui ne l'est pas. C'est un nationaliste russe, conservateur en matière de sexualité (comme l'étaient également, ne l'oublions pas, l'URSS et Cuba durant sa période révolutionnaire) dont l'objectif est de reconstruire la Russie, de garantir sa sécurité et de récupérer son statut de superpuissance. Sur d'autres questions, notamment économiques et stratégiques, l'Etat russe conserve la mainmise sur ses zones vitales. Les sociétés qui contrôlent les hydrocarbures, l'industrie aérospatiale et les infrastructures, entre autres, appartiennent à l'Etat. Cette tendance étatiste, déjà renforcée en 2014 par les sanctions relatives à la situation en Crimée, a connu un accroissement exponentiel à la suite de leur application brutale en rapport avec la guerre en Ukraine. Paradoxalement, le déluge des sanctions atlantistes a fait renaître les modèles économiques soviétiques en vue de favoriser l'indépendance économique de la Russie. Par ailleurs, le 18 avril, Poutine a annoncé l'échec du «Blitzkrieg économique» à l'encontre de la Russie ainsi que l'avènement d'une nouvelle ère industrielle.

L'alliance entre la Russie et la Chine ne repose pas sur des facteurs idéologiques, mais sur des raisons géopolitiques, énergétiques, commerciales et stratégiques. Sur des bases similaires, l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), quasiment ignorée de l'Occident et fondée en juin 2001, est l'expression la plus vivante de ce XXI^e siècle pluraliste. L'OCS rassemble un vaste panel de pays et de gouvernements: la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizstan, la Russie, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan, l'Inde, le Pakistan et, à compter de septembre 2022, l'Iran. Comme le souligne la Chine, «l'OCS défend un principe de non-alignement et ne concentre pas ses actions sur un autre pays ou une autre organisation. Il n'essaie pas de diviser le monde en différents camps ou d'instiguer des préjugés idéologiques ou la haine d'autrui». En ce sens, l'OCS pourrait être un avant-goût de ce monde multipolaire et sans dogme en cours d'élaboration. Des idées marxistes, sociale-démocrates, islamiques, nationalistes et indéterminées coexistent au sein de l'OCS, motivées par le désir d'un forum de dialogue égalitaire. Il conviendrait d'ajouter à l'OCS le forum des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), et le format RIC (Russie, Inde, Chine), afin de se faire une meilleure idée de ce qui existe et de ce qui bouge, dans des forums sans aucune présence américaine ou européenne, mais qui réunissent des pays qui représentent 50% de la population mondiale et 30% de son PIB. C'est à partir de ces trois forums que les pays non occidentaux ont œuvré à l'établissement d'un ordre multipolaire.

Les Etats-Unis et leurs partenaires de l'OTAN s'opposent aux pays de l'OCS, déterminés à maintenir un système mondial fondé sur l'hégémonie maritime et militaire des Etats-Unis. Pour atteindre cet objectif, les Etats-Unis ont entrepris depuis des années de développer un réseau d'alliances militaires qui leur permettra d'imposer leur hégémonie au détriment de la Chine, de la Russie

et de l'Iran. Dans sa quasi-totalité, la politique étrangère américaine de 2014 à ce jour – et plus particulièrement depuis 2018 – vise à ériger un mur militaire autour de la Russie et de la Chine. Pour contrer la Russie, le mur militaire s'étire dans l'axe Etats-Unis-Japon-Australie contre la Chine, avec des partenaires mineurs tels que la Grande-Bretagne, la Corée du Sud et les Philippines (ces dernières de statut douteux). Contre l'Iran, il a promu l'axe Arabie saoudite-Israël, qui a plus d'épines qu'un buisson de ronces car personne ne sait ce qui se passerait en réalité si Israël entraînait à nouveau en guerre contre l'Islam.

Ce sont les réactions belliqueuses des Etats-Unis aux efforts des puissances eurasiennes pour accéder à un nouveau modèle de société internationale qui ont mené à la situation que nous connaissons aujourd'hui.

Tous ceux qui chercheraient une interprétation de la situation actuelle en Ukraine hors de ce cadre ne pourraient appréhender ce qui est en jeu. La guerre en Ukraine est une réaction au plan des Etats-Unis et de l'OTAN – ce que nous appellerons le Front Atlantique américain – visant à encercler la Russie et à la confiner dans ses limites territoriales. On sait à présent que les Etats-Unis auraient investi plus de 500 millions de dollars dans la formation de l'armée ukrainienne en tant que force atlantiste contre la Russie. Les Etats-Unis ont en outre initié un processus beaucoup plus dangereux à l'encontre de la Chine, en réarmant le Japon et par de continuelles livraisons d'armements à Taïwan ainsi qu'en maintenant une présence navale permanente au large de la Chine. On en est arrivé au point où on compte plus d'une centaine de manœuvres militaires des Etats-Unis en mer de Chine, soit une moyenne de neuf manœuvres militaires par mois, dénoncées par la Chine. En cas de conflit, la doctrine militaire américaine prévoit d'établir un encerclement naval à l'encontre de la Chine (similaire à celui actuellement en cours de la part l'OTAN à l'encontre de la Russie), afin de frapper le plus durement possible l'économie chinoise (de façon encore plus radicale que la stratégie de l'OTAN envers l'économie russe). On peut lire tout cela dans les documents officiels américains. La Chine a réagi en créant une marine de 350 navires, la plus puissante du monde, et prévoit de la porter à plus de 400 unités navales d'ici à 2030. Face aux réalités du monde d'aujourd'hui, la gauche ne propose aucune idée claire, car il s'agit d'un univers qui propose des défis totalement renouvelés, complètement hors des schémas hérités de la révolution bolchevique et de la guerre froide. Il n'y a pas d'idées définies, en grande partie parce que la majorité de la gauche est restée bloquée dans le XX^e siècle, et à cause de cet ancrage dans le passé, la gauche a des problèmes pour affronter le présent.

Dans cette optique, la crise ukrainienne constitue un test. Nombreux sont ceux qui ont interprété l'invasion russe comme celle d'un pays «impérialiste» genre XX^e siècle contre un pays pauvre «frère naturel», l'Afghanistan. Une vision simpliste et malencontreuse qui veut expliquer un épisode géopolitique du XXI^e siècle avec des paramètres du XX^e siècle. Par contre, nous qualifions la guerre en Ukraine de première guerre géopolitique du XXI^e siècle. La Russie ne cherche pas à s'emparer de ressources minières, énergétiques ou autres. La Russie recherche la sécurité, dans le concept le plus ancien du terme. La sécurité face à l'empirement de l'OTAN sur ses frontières; la sécurité face à la menace que représenterait une Ukraine atlantiste; la sécurité pour ne pas se voir contrainte à l'attaque nucléaire. La Russie a passé trente ans à réclamer des garanties de sécurité, lesquelles lui ont toujours été refusées. Ce qui devait arriver est arrivé. Puisque l'OTAN ne donne pas de garanties de sécurité, la Russie s'en empare elle-même. La guerre aurait pu être évitée et l'OTAN ne l'a pas voulu.

Si vous vous interrogez au sujet de l'Ukraine, envisagez le scénario selon lequel l'Ukraine serait un pays pris en otage par une alliance entre la caste dirigeante corrompue et les Etats-Unis – ce que nous ne connaissons que trop bien en Amérique latine – et que la véritable libération de ce pays consisterait à

«L'approvisionnement énergétique ...»

suite de la page 4

des obligations qui lui sont imposées. Seul un des collègues de Sommaruga, M. le conseiller fédéral *Ueli Maurer*, a rappelé que la Suisse devait respecter le principe de neutralité, dans le conflit ukrainien également, lors de son discours du 1^{er} août.

Selon la conseillère fédérale intégriste, pour franchir la prochaine étape «vers l'Europe», il faudra «une majorité politique stable», c'est-à-dire «une majorité claire des partis et de l'économie». On cherche en vain la place du souverain suisse, le peuple, dans cette «majorité politique stable». Evidemment, dans la classe politique suisse, il sont devenus nombreux les inconditionnels de l'adhésion suisse à l'UE oeuvrant dans le but que, dans cette Suisse à la démocratie directe, le peuple n'ait pas «éternellement» son mot à dire. Mais ce mot à dire est un droit constitutionnellement ancré que le peuple suisse défend depuis très, très longtemps. A nous tous d'en faire usage!

- 1 La Commission fédérale de l'électricité (EiCom) surveille la sécurité de l'approvisionnement.
- 2 Humbel, Georg. «Die Politik hat unsere Warnungen zu lange zu wenig ernst genommen». Interview avec Werner Luginbühl. dans: *NZZ am Sonntag* du 07/08/2022
- 3 Keystone-SDA. «EiCom-Chef Luginbühl zu Strommangel: «Situation wäre zu bewältigen». Dans: *Swissinfo* du 07/08/2022
- 4 «Bankrotterklärung für die Energiestrategie». Dans: *Neue Zürcher Zeitung* du 08/08/2022
- 5 Alabor, Camilla et Marti, Simon. «Sommarugas Strom-Sparplan. «Heizung runter in öffentlichen Gebäuden». Dans: *SonntagsBlick* du 14/08/2022
- 6 Vonplon, David; Hosp, Gerald. «André Dosé zur Energiekrise: «Man ist sich in der Schweiz nicht bewusst, wie gefährlich die Situation ist». Dans: *Neue Zürcher Zeitung* du 06/07/2022
- 7 Alabor, Camilla et Marti, Simon. «Sommarugas Strom-Sparplan. «Heizung runter in öffentlichen Gebäuden». Dans: *SonntagsBlick* du 14/08/2022
- 8 <https://www.parlament.ch/de/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaefte?AffairId=20210047>
- 9 «Soirée Medias». Conférence de *Simonetta Sommaruga*, Conseillère fédérale, lors d'une manifestation organisée par «l'Association des éditeurs de médias suisses», à Locarno. Dans: *communiqué médiatique du Conseil fédéral suisse* du 06/08/2022

Allemagne: l'automne et l'hiver s'annoncent mouvementés

Comment agir face à la débâcle énergétique «fabriquée maison»?

par Karl-Jürgen Müller

Deux attitudes principales caractérisant les élites politiques au pouvoir actuellement ressemblent à celles empruntées du temps de l'Ancien Régime et des années finales du règne du tsarisme russe, avant les deux grandes révolutions qui les faisaient bousculer: leur comportement hautain de pair avec leur réfutation totale des réalités. De telles attitudes ne correspondent certes pas avec ce qu'attendent les citoyens allemands d'aujourd'hui de leur gouvernement. La fin de l'année s'annonce donc plutôt chaude.

L'Allemagne de nos jours ne se trouve pas, il est vrai, à la veille d'une révolution. Mais d'ores et déjà, de divers représentants de la politique allemande actuelle¹, des offices des Länder concernés avec la protection de la Constitution² ainsi que de divers experts, consultés des fondations en proximité du gouvernement lui lancent un sérieux avis en pronostiquant que l'inflation ambulante à laquelle sont soumis les produits de la vie quotidienne, les hausses des prix du gaz et de l'électricité ainsi que les conséquences d'une pénurie énergétique générale annoncent un automne chaud aboutissant vraisemblablement à des protestations massives. C'est ce que confirment plusieurs enquêtes (voir encadré).

Les élites au pouvoir s'y défendent, aujourd'hui déjà, prétendant que ces protestations ne serviraient que les forces des «populistes de la droite» et de «l'extrême droite» avec leurs buts minant l'ordre public. Voilà donc les tiroirs d'où sortiront les réactions officielles – il est permis de soupçonner que leur style ne soit ni civil ni ouvert au dialogue.

Face au fait que c'est un délégué de la diète fédérale, très populaire, originaire d'un land situé à l'Allemagne de l'Est et membre du parti «Die Linke» (La Gauche), qui vient, lui aussi, d'appeler les citoyens à recourir aux actions de protestation, il est peu pertinent de les attribuer uniquement à la droite. La parole actuelle en vogue, des responsables politiques semble donc être celle-ci: minimaliser les dimensions du problème soulevé ou, mieux, l'ignorer! (voir encadré). Cela va entièrement de pair avec ce que recommandent de nombreux experts en matière de sécurité publique

Le mécontentement des citoyens est justifié

Que faut-il faire alors?

Si des manifestations politiquement significatives devaient effectivement avoir lieu en Allemagne au cours de l'automne et de l'hiver prochains, le mécontentement qui sous-tend de telles protestations sera certes justifié. Car contrairement au gouvernement allemand qui fait tout pour rejeter sur la Russie les énormes problèmes d'inflation, de prix et de quantité d'énergie – une fois de plus dans un com-

«Multipolarité contre ...»

suite de la page 5

adopter un statut de neutralité et de démilitarisation. Elle n'y perdrait rien: au contraire, elle y gagnerait. L'Autriche et la Finlande en ont fait autant et cela leur a réussi. Le fait de renoncer aux dépenses d'armement présente l'immense avantage de pouvoir consacrer cet argent à des investissements sociaux et au développement. Des armes ou du beurre. Et n'oubliez pas qu'il est dans l'intérêt des Etats-Unis de prolonger la guerre. Pas dans celui de l'Europe: pour elle, c'est la ruine.

Les Etats-Unis ont également l'intention de fragiliser la sécurité de la Chine et de la contraindre à entrer en guerre. C'est pourquoi la Chine a adopté le budget militaire le plus important de son histoire afin de faire face au projet des Américains de constituer un Front Pacifique qui leur permettrait d'asphyxier et de ruiner la Chine. Nous entendons ici souligner qu'il existe un plan américain d'hégémonie mondiale qui s'étend de l'Alaska à l'Océan Indien, du Moyen-Orient à l'Océan Arctique, et que l'UE/OTAN est pleinement impliquée dans ce plan d'hégémonie mondiale.

S'il reste le moindre doute sur ce que nous avons écrit dans ces colonnes, nous nous contenterons de citer ce paragraphe du *Global Times* du parti communiste chinois, inti-

munié de presse daté du 4 août justifiant le soi-disant prélèvement sur le gaz dont seront soumis la totalité des consommateurs de gaz et qui entrera en vigueur le 1^{er} octobre 2022⁴ – de nombreux citoyens reconnaissent que les problèmes mentionnés sont en grande partie faits maison et qu'ils sont dus à la prostration gouvernementale devant «l'allié» américain.

La pénurie de gaz à laquelle il faut s'attendre⁵ ainsi que la hausse déjà exorbitante et continue des prix du gaz et de l'électricité sont notamment le résultat de la politique allemande et européenne en matière d'énergie et de prix de l'énergie, poursuivie ces dernières années. A cela s'ajoute la politique de sanctions allemande et européenne contre la Russie. *Jens Berger*, du site allemand «Nachdenkseiten», a consacré un article à ce sujet qui mérite d'être lu.⁶ En plus, le site Internet de *Thomas Röper* («Anti-Spiegel»), un Allemand vivant en Russie, contient également quelques articles qui énumèrent des faits importants et des arguments faciles à comprendre.⁷ Les prises de position officielles russes sur le sujet, comme celles de l'ambassade russe à Berlin, ne devraient pas non plus être immédiatement considérées comme de la propagande.⁸ Enfin, certains responsables politiques de pays de l'UE, non seulement en Hongrie⁹, mais aussi des hommes politiques d'Allemagne de l'Est comme *Michael Kretschmer*¹⁰, ministre-président de Saxe, reconnaissent que la politique de sanctions actuelle est une impasse avec laquelle les pays de l'UE se causent à eux-mêmes de graves dommages. Même des magazines télévisés allemands comme le magazine économique «Plus-minus» ont diffusé des émissions qui remettent en question l'affirmation selon laquelle la Russie est la seule et unique responsable de toute la misère en matière d'électricité et de gaz: L'Allemagne, par exemple, malgré des réservoirs de gaz trop peu remplis, fournit à certains pays de l'UE une très grande quantité d'électricité produite dans des centrales à gaz allemandes.¹¹

Il serait donc compréhensible, voire souhaitable, que des millions d'Allemands expriment publiquement leur opinion à l'automne pro-

mulé «L'appétit géopolitique de Washington ne cesse de se creuser.» Editorial du *Global Times* [Washington's geopolitical appetite has been growing: *Global Times* editorial], publié dans son édition du 18 avril 2022: «Ce qui est plus dangereux, c'est que Washington, qui a goûté au sang dans la crise ukrainienne, désire à présent transposer cette approche au niveau mondial. Les gens voient que Washington essaie de tirer le meilleur parti du conflit Russie-Ukraine en le rattachant à la situation dans la région indopacifique. D'une part, les Etats-Unis font en sorte que l'OTAN regarde vers l'Est de manière proactive. D'autre part, elle ne ménage pas ses efforts pour créer des remous dans la région Asie-Pacifique.

Pour la première fois, les Etats-Unis ont invité les ministres des affaires étrangères du Japon et de la Corée du Sud aux réunions des ministres des affaires étrangères de l'OTAN, ont tenté de faire adhérer le Japon à l'AUKUS (Alliance militaire de L'Australie, du Royaume Uni et des Etats-Unis de 2021) et ont intensifié leur manipulation politique sur la question de Taïwan. En se prêtant à des jeux géopolitiques extrêmes, Washington se révèle être la source du chaos et des guerres, ce à quoi nous devons tous être vigilants et que nous devons éviter.»

Confrontée à ce projet, comment la gauche doit-elle se positionner? Dire oui à l'OTAN?

L'Allemagne face aux menaces d'un «automne chaud»

contre les prix élevés de l'énergie – Il faut pourtant distinguer la réalité de la pure poésie

«Si des manifestations devaient avoir lieu, près d'un citoyen allemand sur deux affirme avoir l'intention de descendre dans la rue en raison des prix élevés de l'énergie. Selon une récente enquête de l'institut de sondage INSA, 44 pour cent de toutes les personnes interrogées ont déclaré qu'elles participeraient certainement ou très probablement à des manifestations contre les prix élevés de l'énergie. [...] Sur l'ensemble des personnes interrogées, 50 pour cent refusent toutefois de participer à une manifestation. [...] Dans d'autres pays, les protestations contre la hausse des prix de l'alimentation et de l'énergie ont déjà commencé. Dernièrement, des affrontements

ont eu lieu en France entre la police et des manifestants issus du mouvement des gilets jaunes. [...] Aux Pays-Bas, les agriculteurs protestent depuis des semaines contre le gouvernement et des affrontements violents avec la police se produisent régulièrement. Les autorités interviennent avec fermeté. [...] Entre-temps, les agriculteurs d'Espagne, d'Italie et de Pologne se sont également joints aux manifestations de masse. [...] En Italie, les agriculteurs ont récemment bloqué la circulation à Milan avec un convoi de tracteurs. Dans d'autres villes italiennes ainsi que dans la capitale Rome, les gens sont également descendus dans la rue. «Nous ne sommes pas des esclaves,

nous sommes des agriculteurs», scandaient les manifestants. De nombreux agriculteurs italiens se trouvent en difficulté d'existence.» (www.berliner-zeitung.de, 20/07/22)

«Pour l'instant, Scholz ne s'inquiète apparemment pas d'une éventuelle escalade de la crise énergétique en Allemagne et de la hausse des prix qui en résulterait. Je ne pense pas qu'il y aura des troubles dans ce pays [...], et ce parce que l'Allemagne est un Etat social, a déclaré le chancelier. Et d'y ajouter: «Cet Etat social, qui est le nôtre, doit être efficace dans cette situation, en disant clairement que nous n'abandonnerons personne.» (www.fr.de, 11/08/22)

chain. Non seulement pour protester contre les charges financières massives, mais aussi pour exprimer ce que beaucoup d'entre eux veulent: la fin immédiate de la guerre en Ukraine; l'arrêt immédiat de tous les crimes de guerre dans ce pays; l'arrêt des livraisons d'armes allemandes à l'Ukraine, de la pression allemande sur le gouvernement ukrainien pour qu'il reprenne des négociations sérieuses avec la Russie; une solution de paix qui respecte les intérêts de tous les pays européens en matière de sécurité, y compris ceux de la Russie; l'arrêt des sanctions allemandes contre la Russie et, finalement, l'ouverture de *Nord Stream 2* pour que suffisamment de gaz soit acheminé le plus rapidement possible vers l'Allemagne et l'Europe.¹²

L'Europe doit retrouver ses bases politiques ancrées dans le réalisme et l'éthique

Il faut pourtant souhaiter du réalisme politique à ceux qui sont tentés par des actions de protestation. Peut-on s'attendre à ce que les élites allemandes au pouvoir répondent aux revendications des citoyens? C'est douteux, au moins à court terme! Les activités de protestation civique seront-elles pour autant inutiles? Cela dépendra des formes qu'elles prennent! Si la protestation est plus qu'un pur «événement», un «happening», un rassemblement de «citoyens en colère»; si elle est précédée d'une réflexion intense et de discussions approfondies, si les protestations elles-mêmes témoignent d'une démarche droite et d'un débat sérieux, d'une orientation vers le bien commun, alors elles peuvent aussi avoir leur impact sur les citoyens restés à l'écart jusqu'à présent.

Il faut bien sûr s'attendre à ce que les protestations soient utilisées à mauvais escient: par des hasardeurs politiques, mais aussi par les élites au pouvoir et leurs offices. Cela aura pourtant moins d'effet si tous ceux participant à de telles manifestations pour des raisons sincères font preuve de responsabilité. L'expérience de nombreuses années a montré qu'il existe plusieurs formes de protestations réussies et que les citoyens sont capables de se défendre avec succès contre une politique de

pouvoir en perte d'approbation. La créativité va croissant ensemble avec la conscience de la responsabilité et le sentiment d'agir pour et avec une multitude de citoyennes et citoyens.

L'Allemagne mérite une politique différente – il faut souhaiter que, pour le bien de ce pays, les citoyens prennent plus résolument leur destin en main. Pour que le pays puisse à nouveau se porter mieux dans un avenir prévisible. •

¹ Par exemple: <https://www.faz.net/aktuell/politik/inland/faeser-wart-vor-protesten-wegen-hoher-energiepreise-18179489.html#void> du 17/07/2022; dans un article du 09/08/2022, la ministre allemande de l'Intérieur, M^{me} Faeser (SPD) a toutefois relativisé ses déclarations de juillet <https://www.nau.ch/news/europa/innenministerin-faeser-glaube-nicht-an-wuburger-66239615>. *Annalena Baerbock*, Ministre des affaires extérieures, avait avisé le public, avant déjà, d'une «émeute populaire allemande», relativisant ces paroles plus tard, elle aussi.

² Par exemple: <https://www.deutschlandfunk.de/brandenburgs-verfassungsschutz-wart-vor-extremisten-100.html> vom 06/08/2022

³ Par exemple: <https://www.deutschlandfunk.de/interview-mit-dieter-rucht-protestforscher-zu-droht-ein-heisser-herbst-dlf-b56e1536-100.html> du 10/08/22

⁴ <https://www.bundesregierung.de/breg-de/themen/klimaschutz/gaspreisanpassung-umlage-2068832> du 04/08/22

⁵ v. <https://www.nachdenkseiten.de/?p=86817> du 11/08/22

⁶ v. <https://www.nachdenkseiten.de/?p=86619> du 05/08/22

⁷ Par exemple: <https://www.anti-spiegel.ru/2022/der-medienhype-um-die-selbst-verursachte-gas-krise/> du 26/07/22 ou <https://www.anti-spiegel.ru/2022/kosten-hintergruende-profiteure-was-bedeutet-die-gasumlage/> du 09/08/2022

⁸ v. <https://russische-botschaft.ru/de/2022/08/11/kommentar-der-botschaft-zu-gaslieferungen-aus-russland/> du 11/08/2022

⁹ <https://www.berliner-zeitung.de/news/viktor-orban-eu-hat-sich-mit-russland-sanktionen-in-die-eigene-lunge-geschossen-li.247156> du 15/07/2022

¹⁰ <https://www.zeit.de/politik/deutschland/2022-07/michael-kretschmer-ukraine-sanktionen-inflation> du 27/07/2022

¹¹ <https://www.ardmediathek.de/video/plusminus/teurer-strom-wieso-kraftwerksbetreiber-gerade-kein-gas-sparen/daserste/Y3JpZDovL2Rhc2Vyc3RlLnRlL3BsdXNtaW51cy8lZWl1NGFIZi1mN-TYwLTRhOTYtYTFhZC02ZmJjZjc3ZmY4MWE> vom 20/07/2022

¹² Les récentes résultats d'enquêtes entreprises de l'institut de recherche «Forsa» affirment qu'une grande partie des interpellés en Allemagne se prononcent en faveur de l'ouverture de *Nord Stream 2*. Les chiffres présentés montrent tout de même des déviations entre 39 et 63% de oui à l'ouverture. Toujours est-il que ceux qui osent soutenir en public l'ouverture de *Nord Stream 2*, comme par exemple *Wolfgang Kubicki*, personnage politique connu (FDP), et *Sarah Wagenknecht*, proche de «Die Linke», sont aussitôt mis au pilori.

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,

l'éthique et la responsabilité.

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur: Coopérative Zeit-Fragen

Redaction: Peter Küpfer

Rédaction et administration

Case postale 247, CH-9602 Bazenheid

Tél. +41 44 350 65 50

Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch; www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6

BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie: Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

© 2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Bazenheid».

Pour autant que je puisse en juger ...

Sur la véracité de la couverture médiatique des médias occidentaux dans le conflit ukrainien – une analyse critique

par Patrick Lawrence



(photo mad)

Patrick Lawrence, longtemps correspondant à l'étranger, notamment pour l'«International Herald Tribune», est chroniqueur, essayiste, auteur et conférencier. Titre de son dernier livre: «Time No Longer: Americans after the American century». (Le temps passé: l'Amérique après la fin du siècle américain). Patrick Lawrence est abordable sur Twitter sur @thefloutist ainsi que sur son site web: Patrick Lawrence.

Pour autant que je puisse en juger, les forces armées ukrainiennes sont en train de perdre leur guerre contre l'intervention russe. Pour autant que je puisse en juger, les forces armées ukrainiennes l'avaient déjà perdue plus ou moins depuis le début des hostilités le 24 février. Pour autant que je le sache, les forces ukrainiennes se dirigent vers une défaite décisive, et ce, à un rythme de plus en plus soutenu. Pour autant que je puisse en juger, leur désespoir grandit à mesure que cette issue devient plus inéluctable et leur comportement condamnable.

Conflit ukrainien: des dommages irréparables pour les médias et le discours public

En fait, sur ce sujet, je ne devrais pas avoir à commencer mes phrases par «pour autant que je puisse en juger». Mais pour autant que je le sache, je suis tenu de le faire – comme tous ceux qui font l'effort de comprendre les événements sur le terrain, en Ukraine, tels qu'ils sont.

Même si le conflit ukrainien a fait basculer le monde dans une crise géopolitique, comme il me semble juste de le souligner, cette crise n'est pas la seule qu'il ait déclenchée. Bien avant que les troupes et l'artillerie russes ne franchissent la frontière orientale de l'Ukraine, les médias américains traversaient déjà une crise, mais la guerre qui s'est déclenchée depuis a causé à nos journaux et à nos diffuseurs des dégâts que je commence à croire être irréparables.

Il en va sensiblement de même pour ce qui est de notre discours public. La quantité de déchets nauséabonds qui jonchent maintenant le gazou des villages américains plonge ceux qui s'y aventurent encore dans un état de «désorientation vertigineuse» – une expression que je viens de lire dans un article de l'estimable Alistair Crooke. Il y a au moins une chance, insiste l'optimiste en moi, pour que l'on puisse réparer ces dégâts – le problème médiatique étant quant à lui d'un tout autre ordre.

Pour replacer la remarque de Crooke dans son contexte, il convient de préciser que cet ex-diplomate britannique, à présent retraité, fondateur du *Conflict Forum* à Beyrouth, commentait un article d'opinion remarquablement explicite paru dans l'édition du 1^{er} août du *Daily Telegraph*, un quotidien d'ordinaire plutôt coincé, et selon lequel les post-démocraties occidentales (mon terme) seraient désormais gouvernées par «des élites déconnectées du monde réel».

«Étiquettes de désinformation»

«Eh oui», rétorque Crooke, «la sphère occidentale est à présent totalement soumise à une désorientation «vertigineuse» (comme cela était prévu), soumise qu'elle est à l'averse constante de clichés de désinformation, apposés au hasard sur tout ce qui critique le «discours uniformisé», et à des mensonges scandaleux et évidents, au point que la majeure partie du monde occidental a commencé à s'interroger sur son propre niveau

«Je ne parviens tout simplement plus à reconnaître la profession que j'avais faite mienne, à l'époque où elle était digne de l'effort, du dévouement, éventuellement des déchirements, et de tout le reste qu'elle exigeait de ceux qui la pratiquaient.»

d'équilibre mental ainsi que sur celui de son environnement.»

Je ne peux m'empêcher de faire le lien entre la situation désastreuse décrite par M. Crooke et le journaliste du «Telegraph» et l'accélération de la spirale que nous observons dans nos médias et notre espace public depuis que la crise ukrainienne a dégénéré en conflit ouvert. J'ai en effet la tête qui tourne devant le spectacle d'une couverture médiatique aussi médiocre et devant le degré de sidération dans lequel elle a plongé lecteurs et spectateurs.

Rapport d'Amnesty International ...

Examinons donc quelques-uns des nombreux événements marquants ayant eu lieu la semaine dernière.

Le jeudi 4 août, *Amnesty International* a publié un rapport intitulé «Les tactiques de combat ukrainiennes mettent en danger les civils». Voici les principaux paragraphes de ce rapport. Je vais les citer longuement pour éviter toute insinuation selon laquelle je jouerais à sortir les choses de leur contexte:

«Les forces armées ukrainiennes ont mis des civils en danger en établissant des bases et en opérant des frappes à partir de zones résidentielles peuplées, y compris des écoles et des hôpitaux, alors qu'elles repoussaient l'invasion russe qui a commencé en février; a déclaré aujourd'hui Amnesty International.

Ces manœuvres sont contraires au droit humanitaire international et mettent en danger les civils, car elles transforment des bâtiments civils en cibles militaires. Les frappes russes qui en ont résulté dans les zones habitées ont tué des civils et détruit des infrastructures civiles.

«Nous avons constaté que les forces ukrainiennes mettent systématiquement en danger les civils et enfreignent les lois de la guerre lorsqu'elles opèrent dans des zones habitées», a déclaré Agnès Callamard, secrétaire générale d'Amnesty International.

«Le fait d'être en position défensive ne dispense pas les militaires ukrainiens de respecter le droit international humanitaire.»

Documentation: AI dispose de documents étayant ces affirmations. Comme le montre ce premier passage, le rapport condamne également certaines des tactiques appliquées par l'armée russe en Ukraine. J'ai l'impression que le rapport s'efforce consciemment de trouver un équilibre.

... et la réaction enragée des commentateurs occidentaux

Par contre, dire qu'Amnesty a jeté un immense pavé dans la mare est rester dans l'euphémisme. Cela a déclenché la fureur des commentateurs occidentaux et, naturellement, des responsables ukrainiens. Ce rapport était un manquement scandaleux, a-t-on pu lire. La responsable du bureau d'AI à Kiev a démissionné, affirmant: «Ce rapport a été transformé en outil de propagande russe.» Gary Kasparov, président de la *Fondation des droits de l'homme*, a quant à lui, enfoncé le clou: «Si c'est pour sortir ce genre de conneries, Amnesty International peut aller au diable.» Gary était plus convainquant aux échecs.

Le comble dans tout cela a été la réponse d'AI au tollé du 7 août. «Amnesty International regrette profondément la détresse et la colère qu'a provoquées notre communiqué de presse relatif aux tactiques militaires ukrainiennes», a-t-elle déclaré dans un courriel envoyé à Reuters.

Donc, là, qu'est-ce que nous avons et qu'est-ce que nous n'avons pas?

Nous n'avons pas d'excuses de la part d'Amnesty – ça y ressemble beaucoup mais ça n'est pas ça. Nous n'avons pas non plus de rétractation. Et nous n'avons pas de démenti substantiel du rapport de l'AI. On n'est pas allé jusque là.

Nous avons des affirmations plus ou moins ouvertes selon lesquelles une organisation œuvrant dans l'espace public a péché dès lors qu'elle a agi avec le minimum de distanciation requis de la part de ce genre d'organisations dans une société bien gérée. La plupart des organisations non gouvernementales du genre d'AI – *Human Rights Watch* en est un autre exemple marquant – ont depuis longtemps abandonné ce principe au service du renforcement des orthodoxies occidentales. Ainsi va la dégradation de notre domaine public. En même temps, il semble qu'il y ait des dissensions considérables dans ces organisations, et qu'un gouffre se creuse peu à peu entre les employés sur le terrain et les dirigeants préoccupés par la conformité idéologique. J'y vois un élément à prendre en compte dans le cas qui nous occupe.

Déclin insidieux de la vie publique

Le caractère choquant implicite des accusations portées contre *Amnesty International* vient du fait que l'organisation est, malgré ses dissensions internes, aussi compromise que la plupart des autres ONG occidentales et qu'elle a l'habitude de se comporter en conséquence. Il était tout à fait inapproprié d'exprimer des regrets parce qu'on a provoqué stress et colère chez les gens alors que pour une fois, on avait fait son travail – ce qui, à mon avis, témoigne de la dégradation rampante de notre sphère publique.

Autre point positif: le rapport d'Amnesty International confirme ce que nous avons lu depuis le début des hostilités. Effectivement, les forces armées ukrainiennes ont cyniquement utilisé comme boucliers des bâtiments civils et leurs occupants. Les Forces armées ukrainiennes ont en effet cyniquement employé des sites civils et leurs occupants comme boucliers. Tout ce que nous avons pu lire là-dessus dans les reportages des médias officiels, ce sont les incessants démentis des Ukrainiens.

Le CBS au sujet des ventes d'armes illégales ...

J'en viens au cas du CBS et de son reportage du vendredi 5 août, selon lequel environ 70 % des armes et du matériel que les Etats-Unis et leurs alliés européens envoient en Ukraine ne parviennent jamais aux Forces armées ukrainiennes. On peut en déduire sans risque de se tromper qu'ils sont détournés vers un vaste marché noir de ventes d'armes illicites.

Supposition raisonnable: J'ai appris – de source sûre, de Kiev et de dirigeants d'entreprises internationales ayant des intérêts en Ukraine – que peu après le coup d'Etat de 2014, l'Ukraine, qui figure parmi les nations les plus corrompues du monde selon *Transparency International*, est de loin le plus grand marché d'armes illégal du monde. Un certain nombre de législateurs américains, notamment Victoria Spartz, républicaine de l'Indiana et première élue d'origine ukrainienne au Congrès, demandent depuis des mois que les Etats-Unis surveillent la répartition de l'armement qu'ils expédient en Ukraine par la frontière polonaise.

Le CBS a fait un bon travail de terrain et nous a tenus informés: cette situation précise est bien celle que Spartz et d'autres ont soupçonnée depuis le début de la prolifération de l'armement. Les sources d'information du CBS étaient les bonnes. Et, finalement, nous avons pu en savoir plus ici et là sur ce sale trafic pendant de nombreux mois.

... et sa «mise à jour»

Mais non, les hauts responsables ukrainiens ont protesté haut et fort en réponse à la proposition de M^{me} Spartz. Le contrôle de la distribution des armes occidentales en remettait «une couche supplémentaire de bureaucratie» et provoquerait ainsi des retards

considérables dans les expéditions. Quant à la CBS, elle a reçu à peu près le même traitement qu'*Amnesty International*. Il n'y a pas eu de démenti formel du problème, mais juste de l'indignation que la chaîne ait fait état de ce qu'elle avait découvert et ainsi desservi la cause.

Et maintenant, le côté lamentable de l'affaire: Dimanche, CBS a supprimé la diffusion de la séquence, expliquant qu'elle allait la revoir et la republier à une date ultérieure. Depuis, elle l'a republiée, en l'édulcorant en réponse aux plaintes – de l'aveu même de CBS – des officiels ukrainiens. C'est ce qu'on appelle aujourd'hui une «mise à jour».

Encore une fois, soyons clairs: CBS n'est pas revenue sur les allégations du reportage. Elle a simplement dit que la situation s'était améliorée ces derniers temps, ce qui est l'argument des Ukrainiens.

Je ne parviens tout simplement plus à reconnaître la profession que j'avais faite mienne, à l'époque où elle était digne de l'effort, du dévouement, éventuellement des déchirements, et de tout le reste qu'elle exigeait de ceux qui la pratiquaient.

Portugal 1975 – Expérience d'un jeune correspondant à l'étranger

A ce propos.

Mon premier reportage en tant que correspondant à l'étranger a eu lieu au Portugal en 1975, peu après la Révolution des œillets, alors qu'un groupe de courageux officiers de l'armée avait renversé la dictature de *Marcelo Caetano*, en place depuis 50 ans.

Je travaillais pour un petit hebdomadaire indépendant dont les bureaux se trouvaient dans un loft près d'Union Square à Manhattan. J'étais jeune, novice, et je commettais régulièrement une erreur chaque jour.

Mais à Lisbonne, j'ai fait mes classes. Et l'une des leçons que j'ai retenues est la façon dont les correspondants doivent se comporter en matière de politique lorsqu'ils enquêtent sur d'autres personnes.

Tous les correspondants emportent avec eux leurs convictions politiques, comme je l'ai fait moi-même au Portugal. C'est une chose naturelle, une bonne chose, une affirmation de leur identité engagée et citoyenne qu'il ne faut surtout pas regretter. La difficulté est de gérer vos opinions politiques dans le respect de vos responsabilités professionnelles, celles qui font que le correspondant étranger occupe une place unique dans l'espace public. Il ne faut pas confondre journalisme et militantisme. Vous faites de votre mieux pour garder vos partis pris, vos inclinaisons politiques, vos préjugés et tout ce que vous voudrez en dehors des dossiers que vous envoyez à votre service des correspondants étrangers. Cela demande une certaine discipline en même temps qu'un sens aigu de l'ordre des priorités.

Au service de l'Etat de sécurité nationale

Ce n'est pas ce que nous offrent les correspondants occidentaux qui couvrent l'Ukraine pour les médias traditionnels. Il On associe parfois la confusion entre journalisme et militantisme avec les publications indépendantes, et jusqu'à un certain point, c'est assez justifié. Cela peut arriver. La vérité, c'est que presque tous les journalistes des grands médias qui couvrent l'Ukraine ont commis cette erreur – et je suis à deux doigts de supprimer mon «presque». En fait ils ne sont rien d'autre que des militants de la cause de l'Etat américain de sécurité nationale, de sa campagne antirusse et de l'effort tardif de Washington pour défendre sa suprématie.

Les correspondants du mainstream à l'époque ...

Pendant des années, je me suis intéressé au profil des grands correspondants étrangers de la seconde moitié du siècle dernier: *Martha Gellhorn* sur la guerre civile espagnole, *Joe Liebling* sur la Seconde Guerre mondiale en Europe, ensemble avec cet inoubliable *Ernie Pyle*, *Bernard Fall* sur les derniers jours de la colonisation française en Indochine, les

Pro memoria

«C'était cynique, c'était certes immoral, et cela a fonctionné»

Quand les géostratèges américains se confient

Des révolutions colorées, made in USA

ts. Dans son exposé à Chicago, *George Friedman*, qui n'est clairement pas un ami de la Russie ou de son président, reconnaît volontiers quelque chose qui lui vaut d'être immédiatement dénigré comme théoricien de la conspiration par les médias mainstream occidentaux: que les Etats-Unis ont orchestré les révolutions de couleur en Europe de l'Est pour affaiblir la Russie.

Retranscription littérale de l'intervention de Friedmann: «Les Etats-Unis

avaient orchestré une série de révolutions colorées dans toute la périphérie russe, dont une en Ukraine, la révolution orange, et les Russes ont vu dans cette révolution orange l'intention des Américains de détruire la Fédération de Russie. Sinon, pourquoi les Etats-Unis soutiendraient-ils les manifestations, disaient-ils».

Source: https://www.youtube.com/watch?v=QeLu_yyz3tc (à partir de 21:37)

Friedman y révèle ce qui a «effrayé les Etats-Unis pendant des siècles [!]: la peur d'une fusion entre «la technologie et les capitaux allemands et les ressources naturelles russes». C'est pourquoi l'objectif des Etats-Unis est de créer un «cordon sanitaire» autour de la Russie. «La Russie le sait. La Russie pense que les Etats-Unis ont l'intention de démanteler la Fédération de Russie». Ce faisant, on ne veut pas «tuer les Russes, on veut juste vous faire un peu de mal». Et de poursuivre: «L'intérêt primaire des Etats-Unis et pour lequel nous avons fait la guerre depuis un siècle, était la relation entre l'Allemagne et la Russie. Car unis, ils sont la seule puissance qui pourrait nous menacer». Les Etats-Unis contrôlent tous les océans du monde comme aucune puissance ne l'a fait auparavant: «C'est pour-

quoi nous pouvons envahir d'autres pays et qu'ils ne peuvent pas nous envahir; c'est une très belle chose». Selon lui, le fait de garder la maîtrise des espaces est la base de l'hégémonie américaine. Les Britanniques ont montré l'exemple: pour rester une puissance maritime incontestée, ils ont réussi à «faire en sorte que les Européens se prennent mutuellement à la gorge». C'est ce que les livres d'histoire ont appelé par euphémisme «balance of power». «La politique que je recommanderais est celle que *Ronald Reagan* a suivie vis-à-vis de l'Irak et de l'Irak: il a financé les deux parties pour qu'elles se battent entre elles, et non pas contre nous; c'était cynique, c'était certainement immoral, mais ça a fonctionné, et c'est le but, car les Etats-Unis ne peuvent pas occuper l'Europe».

ts. Il est considéré comme l'un des plus grands spécialistes du renseignement. Il a formé des commandants des forces armées américaines, a travaillé pour la *National Defense University* et la *RAND Corporation* sur des questions de sécurité et de défense nationale. En 1996, il a fondé la «Intelligence Corporation» privée *Stratfor* à Austin, Texas, qui s'occupe de questions de sécurité, de géopolitique et de prévisions stratégiques. Voilà ce qu'on apprend de la page consacrée à *George Friedman* sur *Wikipedia*. Friedman, issu d'une famille juive ayant survécu à l'Holocauste, avait fui la Hongrie en 1949 pour se réfugier à Vienne, puis aux Etats-Unis. Il a étudié au *City College* de la *City University of New York* et a obtenu son doctorat à l'*Université Cornell*, avant d'enseigner et de faire de la recherche en qualité de Professeur de sciences politiques à Carlisle, en Pennsylvanie.

Friedmann s'est fait connaître par ses déclarations claires et sans équivoque sur la situation mondiale, se distinguant souvent de manière dérangeante de ce qui est dissimulé par la propagande. C'est le cas aussi des déclarations suivantes sur les relations entre les Etats-Unis et la Russie, les Etats-Unis et l'Allemagne, l'Allemagne et la Russie. Comme ses déclarations ne sont pas négligeables pour la compréhension de la situation mondiale actuelle, nous en reproduisons ici quelques-unes. Elles sont tirées d'une conférence donnée à Chicago de 2015.

En ce qui concerne l'Ukraine, selon Friedman dans cette interview de 2015, les Russes ont besoin «au minimum d'une Ukraine neutre, pas d'une Ukraine pro-occidentale». Ce qui n'est pas encore clair, c'est ce que feraient les Allemands. «Malheureusement, les Allemands n'ont pas encore pris de décision, et c'est toujours le problème de l'Allemagne. Ce Pays a énormément de puissance économique, mais demeure très fragile sur le plan géopolitique».

Si l'on cherche quelque chose de semblable sur le site officiel de l'OTAN, on y trouve l'entrée suivante, qui soutient les points de vue de Friedman et devrait faire réfléchir les citoyens allemands prétendant si fragiles sur le plan géopolitique. Sous le titre «Lord Ismay», on peut lire: «Lord *Hastings Lionel Ismay* a été le premier secrétaire général de l'OTAN, une fonction qu'il n'a d'abord acceptée qu'à contrecœur. A la fin de son mandat, Ismay était toutefois devenu le plus grand partisan de l'organisation, dont il avait dit au début de sa carrière politique qu'elle avait été créée «pour maintenir l'Union soviétique dehors, les Américains dedans et les Allemands en bas».

Sources:

https://de.wikipedia.org/wiki/George_Friedman#cite_note-6

https://www.youtube.com/watch?v=QeLu_yyz3tc (Interview à version longues)

<https://www.youtube.com/watch?v=gcj8xN2UDKc> (Kurzversion Interview)

<https://worldview.stratfor.com/>

https://www.nato.int/cps/en/natohq/declassified_137930.htm

«Pour autant que je puisse en juger»

suite de la page 7

meilleurs correspondants du Vietnam pour les quotidiens et les agences de presse américains, l'inimitable *Wilfred Burchett*, qui s'est distingué comme le seul correspondant occidental à couvrir le Vietnam depuis le Nord.

Eux, ils ont fait des allers-retours derrière et le long des lignes de front. Ils avaient de la terre sous les ongles. Ils nous ont montré des cartes avec beaucoup de flèches directionnelles. Ils ont raconté l'évolution quotidienne de la guerre, et leurs articles contenaient les noms de villes inconnues.

Mais nous ne recevons rien de tout cela venant des correspondants des médias dominants en Ukraine. Pourquoi?

... et d'aujourd'hui

Il serait facile de dire qu'ils n'ont pas de cran et qu'ils ne sont pas impliqués dans la profession. C'est peut-être le cas pour certains d'entre eux, ou pour un grand nombre d'entre eux, ou pour eux tous. Voilà donc ce que j'en pense, très précisément: on ne les laisse pas couvrir ce conflit de près. Leurs rédacteurs en chef étrangers ne le veulent pas et les Ukrainiens ne les laisseront pas faire. Ni les uns ni les autres ne veulent de rapports quotidiens décrivant une lente descente vers la défaite. Il est préférable de garder une couverture large, floue et ponctuelle. Beaucoup d'anecdotes mettant en scène des victimes impuissantes et des atrocités russes, dont les correspondants qui les rapportent n'ont jamais été témoins.

Mieux vaut, surtout, se fier uniquement à ce que les responsables et les officiers supérieurs ukrainiens vous disent et vous laissent voir et à ce que les responsables occidentaux du renseignement prétendent confirmer. Il s'agit là, pour moi, d'un manquement honteux au devoir qui m'amène à me demander si les médias grand public pourront un jour prendre du recul par rapport au rôle de propagandistes qu'ils ont endossé. Ne faites pas semblant d'être choqués. Cela fait longtemps que cela dure. L'Ukraine constitue simplement, à mon avis, la goutte d'eau qui fait déborder le vase.

Ukraine – «une couverture abondante en camelotes»

Un centre de détention russe dans le Donbass est bombardé et une cinquantaine de prisonniers ukrainiens sont tués. On nous demande



de croire que c'étaient les forces russes qui ont, pour des raisons non élucidées, bombardé leur propre camp de détention. Lorsque nous apprenons par la suite que les Russes ont diffusé, juste avant le début du bombardement, des vidéos de prisonniers ukrainiens racontant que leurs commandants leur avaient ordonné de torturer tous les Russes capturés, ce qui ouvrirait la piste de crimes de guerre à haut niveau, on nous répond que cela n'a rien à voir.

En ce moment même, on nous demande de croire que les Russes bombardent une centrale nucléaire que leurs propres troupes gardent depuis mars. Là, je perds complètement mes repères.

Un jour de la semaine dernière, nous avons lu que les forces russes se mettaient cyniquement à l'abri dans cette centrale au motif qu'ainsi, les Ukrainiens ne pourraient pas y envoyer de missiles – que cela aurait été trop dangereux. Le jour d'après, nous apprenons que les Russes bombardent eux-mêmes la centrale nucléaire dans laquelle ils s'étaient réfugiés le jour précédent. La seule explication plausible de cette situation est la suivante: Les correspondants qui rapportent ce bric-à-brac impossible du point de vue logique ne sont pas sur place et s'appuient sur des témoignages ukrainiens; ces témoignages diffèrent d'un jour à l'autre, d'un officiel à l'autre.

Donc, les documents transmis au bureau étranger ne sont que de la bouillie pour les chats ou comme disent les Anglais, a dog's

dinner (un repas de chien). Et on en revient à «Pour autant que je sache...»

J'aimerais pouvoir dire que je plains ces correspondants mais ça n'est qu'en partie vrai. Il est dommage qu'ils soient arrivés dans la profession au moment où sa tendance dominante est à l'effondrement dans la propagande et le plaidoyer partisan, et que leurs reportages à l'étranger en soient arrivés à un tel niveau d'indignité. Si cela m'était arrivé, j'en aurais pleuré de rage. Mais il existe une alternative, celle de refuser et, s'il le faut, de quitter une activité à laquelle aucun correspondant digne de ce nom ne devrait prendre part.

Eva Bartlett: rapports de l'autre côté – une alternative

Un remarquable document a été publié la semaine dernière. Il suggère une troisième alternative.

Eva Bartlett, une correspondante canadienne, me rappelle d'une certaine manière *Wilfred Burchett*: Elle rend compte de ce qui se passe à partir de «l'autre côté» en se passant des orthodoxies des uns et des autres. C'est ce qu'elle a fait avec succès en Syrie, et avant cela dans les territoires palestiniens.

Dans les premiers temps du conflit ukrainien, elle s'est rendue sur un endroit situé à 15 km de Marioupol, où, selon de nombreuses sources, les Russes avaient excavé et rempli un charnier de 9000 Ukrainiens. D'un seul coup, cela fait beaucoup d'Ukrainiens à enterrer. Mais tous les grands quotidiens, ne s'arrêtant jamais pour réfléchir, ont adopté la

version des officiels ukrainiens. Neuf mille, c'est neuf mille.

Selon Bartlett, il n'y a pas de charnier. Son reportage comportait des entretiens avec des responsables locaux et des témoins, des séquences vidéo et des photographies. Elle a trouvé un cimetière dont les pierres tombales étaient bien rangées et intactes. Elle nous en a montré des photos. Elle a parlé aux fossoyeurs, qui ont été stupéfaits par les rumeurs de charnier.

La semaine dernière, Bartlett a réalisé un reportage dans la ville de Donetsk sur une pluie de bombes qui a largué des milliers de petites mines très meurtrières dans toute la ville. RT a publié le reportage. C'est du terrain, et de la proximité. Titre du reportage: «L'Occident reste silencieux alors que l'Ukraine prend les civils pour cible à Donetsk en utilisant des mines «papillon» interdites».

Bartlett a soigneusement indiqué que les indices pointent vers l'Ukraine, sans toutefois tirer de conclusion. Les Ukrainiens, une fois de plus, insistent pour que les coupables soient les Russes: et cette fois, ce qu'on nous demande de croire, c'est qu'ils ont eux-mêmes miné une ville contrôlée par leurs alliés de la République de Donetsk.

Je mentionne l'article d'Eva Bartlett parce que, mis à part son sujet direct, il rappelle ce que les correspondants étrangers sont censés faire. Ils sont censés ratisser le terrain, parler aux gens qu'ils rencontrent – en somme, être sur place et rapporter ce qu'ils voient, et non ce que quelqu'un d'autre leur dit avoir vu.

La lecture de cet article en regard des autres reportages que je mentionne ici était une expérience pleine d'amertume. Tout ce que la profession pourrait être, tout ce qu'elle n'est pas – pour autant que je puisse en juger.

¹ <https://southfront.org/the-masque-of-pandora/>

² https://www.telegraph.co.uk/news/2022/08/01/catastrophic-energy-crisis-will-fuel-revolt-against-failed-elites/?WT.mc_id=e_DM15762&WT.tsrc=email&etype=Edi_FAM_New_ES&utm_source=email&utm_medium=Edi_FAM_New_ES20220802&utm_campaign=DM15762

³ <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/08/ukraine-ukrainian-fighting-tactics-endanger-civilians/>

⁴ <https://www.rt.com/russia/560020-donetsk-butterfly-mines-geneva-conventions/>

Source: *ScheerPost* du 11/08/22; Reproduction avec l'aimable autorisation de l'auteur

(Traduction *Horizons et débats*)